



Investir dans les populations rurales

## **Royaume du Maroc**

---

### **Programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT)**

Prêt FIDA N° 831-MA

#### **Rapport de supervision** (17-30 Mars 2015)

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 17 au 30 mars 2015

Date du document: 07/04/2015

No. du Projet: 1525

No. du rapport: 3747-MA

Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe  
Département de la gestion des programmes

## Table des matières

Sigles et acronymes	iii
A. Introduction	1
B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du programme	2
C. Produits et réalisations	3
D. Avancement de l'exécution du Projet	15
E. Aspects fiduciaires	17
F. Durabilité	19
G. Impacts	21
H. Conclusion	21

## Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes	23
Appendice 2 : Cadre logique axé sur les résultats	26
Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus	28
Appendice 4 : Questions financières	31
Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	33
Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement (831-MA), état d'avancement	43
Appendice 7 : Gestion des savoirs: apprentissage et innovations	45
Appendice 8 : Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de mai 2014	48
Appendice 9: Liste des personnes rencontrées	51
Appendice 10 : Programme de la mission	52

## Sigles et acronymes

ADA	Agence de développement agricole
AGR	Activité génératrice de revenus
AHA	Aménagement hydro-agricole
AMC	Association de microcrédit
ANARBOM	Association nationale des arboriculteurs de montagne du Maroc
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AO	Appel d'offres
AT	Assistance technique
AUEA	Association d'usagers d'eau agricole
AUEP	Association des usagers de l'eau potable
BE	Bureau d'études
CES	Conservation des eaux et des sols
COSOP	Country Strategic Opportunities Programme
CT	Centres de travaux
DIAEA	Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole
DP	Direction du Programme
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DPEFLCD	Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
DPETL	Direction provinciale de l'équipement, du transport et de la logistique
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DRF	Demande de retrait de fonds
DREFLC	Direction régionale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification
ECD	Etai certifié de dépenses
EGPP	Equipe de gestion du programme-pays
FDR	Fonds de développement rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
GIE	Groupe d'intérêt économique
GR	Génie rural
INDH	Initiative nationale de développement humain
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
MCA	Millenium Challenge Account
ODCO	Office de développement de la coopération
ONCA	Office national du conseil agricole
ONEE	Office national de l'eau et de l'électricité
ONG	Organisation non gouvernementale
ONSSA	Office national de la sécurité sanitaire des produits alimentaires
OPA	Organisation professionnelle agricole
PDFAZMT	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses de Taza
PDFAZMH	Programme de développement des filières agricoles des zones montagneuses d'Al Haouz
PPDF	Plan participatif de développement de filières
PMER	Petite et moyenne entreprise rurale
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc Vert

PTBA	Programme de travail et budget annuels
SMOP	Service de mise en œuvre de projets
SVA	Service de vulgarisation et d'appui
S&E	Suivi-évaluation
SFDA	Société financière de développement agricole
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UGP	Unité de gestion du Programme

## A. Introduction

1. Une mission<sup>1</sup> du Fonds international de développement agricole (FIDA) a séjourné au Maroc du 18 au 30 mars 2015, dans le cadre de la supervision du Programme de développement des filières agricoles dans les zones de montagne de la province de Taza (PDFAZMT). Il s'agit de la troisième mission de supervision.
2. La mission a tenu une réunion le 18 mars 2015 avec les responsables et les cadres de la DPA, de l'UGP et des partenaires, sous la présidence du directeur régional de l'Agriculture (DRA) de la Région Taza-Taounate-Alhoceima. Elle a visité des réalisations sur le terrain les 19 et 20 mars et a rencontré des représentants des partenaires, des membres de coopératives, d'AUEA, des petits agriculteurs et éleveurs et recueilli leurs avis et suggestions sur la mise en œuvre des activités. Elle a tenu une séance de travail avec le Gouverneur de la Province de Taza le 23 mars. Au terme de la mission, une réunion de synthèse a eu lieu au siège de la DPA de Taza le 24 mars. A Rabat, la mission a tenu des réunions avec des responsables et cadres de la direction du budget au ministère de l'Economie et des Finances, de la direction financière du ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime et de l'Association nationale ovine et caprine. Une réunion de restitution a été tenue à Rabat le 30 mars 2015 au siège de l'Agence de développement agricole (ADA) en présence de l'ensemble des directions centrales du MAPM et du MEF concernées par le projet<sup>2</sup>.
3. La mission exprime ses remerciements à Monsieur le Gouverneur de la Province de Taza, à Monsieur le directeur régional de l'Agriculture de la Région Taza-Al Hoceima-Taounate, à Monsieur le directeur provincial de l'Agriculture de Taza, aux responsables et cadres de l'Agence de développement agricole et des directions centrales du MAPM, aux responsables, cadres et techniciens de la DPA et de l'UGP, aux partenaires du programme et aux populations pour leur collaboration et leur soutien qui ont permis un bon déroulement des travaux de la mission.
4. La durée du programme est de 7 ans. Le programme est effectif depuis septembre 2011 et l'atelier de lancement a eu lieu le 9 avril 2013. Le premier décaissement sur le prêt FIDA a été effectué en mars 2014. L'achèvement des activités du programme est prévu pour le 30 septembre 2018 et la date de clôture du prêt est fixée au 31 mars 2019. Le coût total du programme est de 39,25 millions \$US (équivalent à 332,4 millions de MAD), dont un prêt et un don du FIDA respectivement de 22,48 millions \$US et 0,5 million \$US. La contribution nationale est de 16,27 millions \$US dont 12,92 millions \$US au titre de la contrepartie du gouvernement et 3,35 millions \$US pour la contribution des bénéficiaires. L'appui aux filières agricoles représente 81% des coûts du Programme.
5. L'objectif global du programme est de contribuer dans le cadre du PMV-Pilier II, à l'allègement de la pauvreté rurale, par la diversification et la croissance, de manière durable, des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, étroitement associé à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie. Les objectifs spécifiques sont : i) de diversifier les activités agricoles par la reconversion de superficies en céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables, parmi celles identifiées dans le cadre du Plan agricole régional ; ii) d'intensifier et de valoriser la production des filières ciblées, par la transformation, le conditionnement et l'accès à des marchés rémunérateurs et ; iii) de garantir la durabilité du développement agricole par des actions d'accompagnement transverses à caractère économique et social définies en fonction des besoins de la zone du programme.
6. Le programme est articulé autour de 3 composantes techniques et d'un dispositif de coordination, gestion et suivi-évaluation. Les composantes techniques sont : i) appui au développement de filières agricoles ; ii) appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER et ; iii) renforcement des capacités et appui institutionnel.

---

<sup>1</sup> La mission était composée de Mr Mohamed Milourhmane, point focal du FIDA au Maroc, consultant en développement rural, chef de mission, de Mr Mohamed Jemali, consultant en génie rural, de Mr Amar Kaanane, consultant, spécialiste en développement de filières, de Mr Ali Lansari, consultant, agronome, et de Mr Adel Besbes, consultant en gestion financière.

<sup>2</sup> La liste des personnes rencontrées et le programme de la mission sont donnés en annexes (appendices 9 et 10).

## B. Evaluation d'ensemble de l'exécution du programme

7. **Au niveau des réalisations à l'amont et à l'aval des filières<sup>3</sup> retenues**, l'élaboration de la version définitive des PPDF a été achevée ; il reste leur validation par les bénéficiaires et les différents partenaires. A l'amont de la filière olivier, le programme a constitué 12 coopératives oléicoles dont 6 sont affiliées à 2 GIE, a réalisé 90% des plantations d'olivier et la totalité des prévisions en réhabilitation. Pour l'amandier, 4 coopératives ont été créées et 42% des prévisions d'extension ont été réalisées. Pour la filière apicole, à l'amont, la distribution de ruches à 50 coopératives constituées dans le cadre du programme a dépassé les prévisions. A l'aval de la filière, l'équipement de 20 unités d'extraction a été acquis et réceptionné et sa distribution sera entamée une fois les locaux aménagés. Pour la filière viande ovine et caprine, la plupart des actions prévues démarreront incessamment suite à la signature de la convention avec l'ANOC. A l'aval de la filière olivier, mis à part les unités de conserve de l'olive de table, les autres unités ne sont plus justifiées en raison des choix opérés en matière de dimensionnement. Concernant l'aval de la filière amandier, l'étude pour la réalisation d'une unité de concassage est en cours. Le niveau d'exécution du développement des filières est donc **moyennement satisfaisant**.
8. **Pour le volet infrastructures**, les études de PMH sont réalisées à 100% et les travaux d'aménagement hydro-agricole ont été lancés le 16 mars 2015 pour l'implantation des ouvrages. Concernant les pistes et l'AEP, les réalisations ne portent que sur les études, les travaux devant démarrer vers la fin de 2015. Pour ce qui est de la CES, les actions prévues en partenariat avec la DREFLCD, n'ont pas pu être entamées en raison du retard dans l'établissement de la convention entre cette dernière et l'UGP. Le degré d'exécution de ce volet est **moyennement satisfaisant**.
9. **Pour la composante « appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER »**, le travail de sensibilisation et de concertation a été engagé avec les acteurs du financement rural (SFDA<sup>4</sup> et AMC<sup>5</sup>) et deux études ont été lancées, l'une sur le diagnostic des potentialités des AGR et PMER dans la zone du programme et l'autre, sur les besoins en financement rural de proximité et l'adaptation des produits financiers aux besoins des populations cibles. Par ailleurs, 31 AGR ont été créées ou mises à niveau. Le degré d'exécution de cette composante est par conséquent **moyennement satisfaisant**.
10. **Pour le « renforcement des capacités et l'appui institutionnel »**, l'UGP a réalisé un important programme de sensibilisation et de formation des coopératives, AUEA, agriculteurs et jeunes ruraux. Pour le programme d'alphabétisation fonctionnelle, trois conventions ont été conclues avec trois ONG locales pour sa réalisation. Le démarrage de la première tranche du programme (1440 bénéficiaires, dont 960 femmes), est prévu en avril 2015. Le niveau d'exécution de cette composante est **relativement satisfaisant**.
11. **En ce qui concerne la coordination et la gestion du programme**, le comité provincial de coordination s'est réuni et le comité régional devrait se réunir incessamment. En outre, l'assistance technique d'appui à l'UGP est constituée de cadres et de techniciens compétents. Par ailleurs, et mis à part l'important retard des décaissements (voir ci-après), la gestion financière du projet est **satisfaisante**. Le système de suivi-évaluation mis en place est performant en matière de traitement et de consolidation des données. L'exécution au niveau coordination/gestion est **satisfaisante**.
12. **Le taux de décaissement** est de 2,34% par rapport au coût global du programme. Le taux de décaissement sur le prêt FIDA est de 1,07% et aucun décaissement sur le don n'a encore eu lieu. Il est de 4,73% au titre de la contrepartie du gouvernement. Ces faibles taux sont dus au retard dans le lancement des travaux d'infrastructure et de construction des unités de valorisation des produits des filières. Par ailleurs, la méthode de préfinancement des dépenses adoptée par le Gouvernement du Maroc pour tous les projets engendre également un retard dans les décaissements effectués sur la base de remboursements. Le taux de décaissements est donc **très insatisfaisant**. Toutefois, ce taux pourra atteindre 9% à court terme avec la prise en compte de 9 demandes de retrait de fonds en instance de traitement au FIDA.

<sup>3</sup> Filières olives, amandes, viande ovine et caprine et miel.

<sup>4</sup> Société de financement pour le développement agricole.

<sup>5</sup> Association de micro-crédit.

## C. Produits et réalisations

### C-1. Composante I : Appui au développement des filières agricoles

#### C-1-1. Sous-composante 1 : Filière olivier

13. **A l'amont de la filière, les prévisions globales du programme** concernent : i) la réalisation du plan participatif de développement de la filière (PPDF); ii) l'extension des plantations d'oliviers sur 2080 ha ; iii) la réhabilitation de 800 ha d'oliviers ; iv) l'appui aux OPA par la mise en place de 3 groupements de producteurs affiliés à l'association nationale des arboriculteurs de montagne (ANARBOM), la constitution de 5 coopératives et d'un GIE, l'organisation de 3 manifestations professionnelles, un total de 36 jours entre formations et mise à niveau en matière de gestion des OPA ; v) la réalisation, au profit des agriculteurs et jeunes ruraux de 18 jours de formation technique et de 27 jours de visites et voyages d'études ; et vi) la réalisation de sessions de formation technique (36 jours) et de voyages d'études (6 jours) pour le personnel des services impliqués dans la mise en œuvre du programme.
14. **Les prévisions des PTBA 2014 et 2015** portent sur : i) la finalisation du PPDF olivier et sa validation par les partenaires du projet (PTBA 2014) ; ii) la plantation de 1377ha d'oliviers, reliquat des 1877 ha engagés en 2013 ; iii) la réhabilitation de 600 ha (PTBA 2014) ; iv) l'établissement d'une convention avec l'ANARBOM; v) la réalisation de 6 jours de formation sur la gestion des coopératives et de 6 jours sur leur mise à niveau (PTBA 2014) ; vi) l'organisation de 3 visites et de 5 voyages d'études d'agriculteurs et de jeunes ruraux à des périmètres pilotes d'extension (PTBA 2015) ; et vii) la réalisation de 9 jours de formation technique (6 jours restant sur 2013 et 3 jours sur le PTBA 2014).
15. **Réalisations.** Les réalisations cumulées sont les suivantes :
  - i) Le PPDF olivier a été finalisé ; sa validation par les bénéficiaires et les différents partenaires du programme est prévue pour le mois de mai 2015.
  - ii) La plantation de 1877 ha d'oliviers (90% des prévisions) a été réalisée.
  - iii) La totalité des 800 ha prévus par le programme pour la réhabilitation a été réalisée. La première tranche de 200 ha entamée en 2013 a été achevée en 2014. Les 600 ha restants (Sidi Bouaissa:180 ha, Fej Touaher : 225 ha et Sidi Mghit : 195 ha), regroupant 286 agriculteurs, ont été engagés en décembre 2014. La taille a été réalisée et la confection d'impluvium est en cours. L'itinéraire technique prescrit dans le CPS de réhabilitation est adéquat et respecté. Les observations effectuées par la mission sur le terrain ont montré toutefois que la taille réalisée dans le cadre des marchés de réhabilitation a été très légère et s'est finalement limitée à un élagage en raison de l'hésitation et du manque de conviction des bénéficiaires à pratiquer l'opération comme il se doit. Cependant, un nombre de bénéficiaires réceptifs a été identifié pour la réalisation d'un suivi technique adéquat sur leurs parcelles qui serviront de plateformes de démonstration pour les autres agriculteurs. Par ailleurs, il a été noté que dans le périmètre Boumlal de 200 ha, qui a bénéficié de la réhabilitation en 2014, seule une dizaine d'agriculteurs ont réalisé la taille cette année; ce qui montre que le taux d'adoption par les bénéficiaires des techniques culturales réalisées par le programme reste faible (10%), mettant à risque l'objectif de réhabilitation des oliveraies de ce périmètre.
  - iv) La création de groupements ANARBOM olivier n'a pas abouti malgré les différentes tentatives de l'UGP pour contacter cette association. La collaboration avec l'ANARBOM ne semble pas avoir de chance de réalisation.
  - v) La constitution de 5 coopératives supplémentaires de producteurs a permis d'atteindre un total de 12 coopératives (8 constituées entre les bénéficiaires des zones d'extension de plantation et 4 entre ceux des périmètres de réhabilitation) englobant 1566 bénéficiaires, dont 237 femmes, avec l'adhésion de 5 coopératives aux 2 groupements d'intérêt économique (GIE) créés (Zouyout Louta et Friwato). L'UGP a dépassé les prévisions du projet qui étaient de 5 coopératives et l'adhésion à 1 GIE. Le pourcentage d'adhésion de femmes aux coopératives est en moyenne de 15% avec un minimum de 2% et un maximum de 40%.

- vi) La réalisation pour les coopératives de 6 journées de formation sur la gestion des coopératives (33% des prévisions globales du programme) et de 6 journées sur leur mise à niveau (33% des prévisions globales du programme) est conforme aux prévisions du PTBA 2014. Par ailleurs, les agriculteurs et jeunes ruraux ont bénéficié de 9 journées de formation technique (6 sur le reliquat 2013 et 3 sur le PTBA 2014), soit 50% des prévisions. Les visites, voyages d'études et l'organisation de manifestations professionnelles et interprofessionnelles n'ont pas été réalisées. Le PTBA 2015 prévoit 3 visites d'agriculteurs (60% des prévisions) à des périmètres pilotes d'extension et 5 voyages d'études (83% des prévisions du projet) pour les agriculteurs et jeunes ruraux. L'ensemble de ces formations, voyages et appuis devaient s'achever entre 2014 et 2015.
  - vii) Les formations et voyages d'études au profit du personnel des services n'ont pas été réalisés, alors que le projet prévoyait l'achèvement de cette action entre 2013 et 2014.
16. **Recommandations.** *Compte tenu de ce qui précède, la mission recommande ce qui suit :*
- i) *Faire valider le PPDF olivier avec les bénéficiaires et les partenaires du projet dans les délais prévus;*
  - ii) *Prévoir dans le PTBA de 2016 les 183 ha restants pour l'extension et la totalité des formations, visites et voyages d'études restants pour les coopératives, les agriculteurs, les jeunes ruraux et le personnel de service.*
  - iii) *Inciter et accompagner les bénéficiaires des périmètres de réhabilitation, notamment du périmètre Boumlal achevé, à continuer les opérations d'entretien amorcées par le projet.*
  - iv) *Etablir une base de données par périmètre sur l'adoption des techniques culturales par les bénéficiaires et noter les rendements annuels et la qualité de la production (informations nécessaires pour la mi-parcours).*
  - v) *Localiser des arbres témoins chez les agriculteurs réceptifs sur lesquels les opérations de réhabilitation seront faites dans les règles de l'art avec un accompagnement des agriculteurs et la supervision de l'assistance technique engagée à cet effet par la direction du programme. Ces arbres joueront le rôle de démonstration des effets positifs de l'itinéraire technique adopté pour les bénéficiaires hésitants et peu convaincus.*
  - vi) *Les contacts avec l'ANARBOM s'étant avérés infructueux, réorienter ces contacts vers la fédération des arboriculteurs du Maroc (FédAM) pour engager des concertations avec elle en vue de la signature d'une convention de partenariat pour l'adhésion des coopératives constituées dans le cadre du Programme à cette fédération et la définition d'un programme d'activités communes.*
17. **A l'aval de la filière, les activités prévues** concernent : i) la réalisation, au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2015, de 6 études de faisabilité des unités de valorisation (1 unité de mise en bouteille de l'huile d'olive, 1 unité de stockage de l'huile d'olive, 1 unité de conserve d'olives de table et 3 unités de conserve d'olives traditionnelle); ii) l'organisation de sessions de formation au profit des coopératives dans les domaines de l'oléotechnie, de la traçabilité/ qualité, de l'hygiène, de la santé/salubrité des aliments, du marketing, du captage de la valeur ajoutée par la valorisation et de l'accès aux marchés ; iii) l'organisation d'une journée large public sur les bienfaits de l'huile d'olive; iv) la formation pour le personnel de la DPA dans le domaine de la caractérisation des variétés de l'olivier, de la traçabilité et de la qualité des huiles d'olive ; et v) la construction de 24 bassins de stockage de grignons et de margines (5 en 2012, 9 en 2013 et 10 en 2014).
18. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations à l'aval de la filière sont détaillées dans ce qui suit :
- a. Les études de faisabilité technico- économique des 6 unités n'ont pas été réalisées en raison de l'insuffisance du budget prévu et, pour le cas particulier de l'unité de mise en bouteille et de l'unité de stockage de l'huile d'olive, du manque de coopératives possédant des unités de trituration dans la zone du programme.
  - b. Les sessions de formation des membres de 3 coopératives ont été réalisées dans les domaines suivants:
    - oléotechnie, traçabilité et qualité pour 51 personnes, dont 5 femmes et 46 hommes ;



- marketing, captage de la valeur ajoutée et accès aux marchés pour 54 personnes, dont 5 femmes et 49 hommes;
  - hygiène et salubrité des aliments pour 48 personnes, dont 3 femmes et 45 hommes ;
  - labellisation pour 42 personnes, dont 3 femmes et 39 hommes;
  - techniques de production pour 51 personnes, dont 5 femmes et 46 hommes.
- c. Une journée grand public sur les bienfaits de l'huile d'olive pour 100 personnes dont 40 femmes et 60 hommes a été organisée.
- d. Les formations pour le personnel de la DPA dans les domaines de la caractérisation des variétés de l'olivier, de la traçabilité et de la qualité des huiles d'olive n'ont pas été réalisées par manque de cadres spécialisés dans le domaine oléicole au niveau de la DPA.
- e. Pour la construction des bassins de stockage des margines et grignons, aucune action n'a été réalisée. L'UGP considère que la réalisation de ces bassins n'est plus à l'ordre du jour car il n'y a plus de petites unités de trituration de l'huile d'olive fonctionnelles dans la zone.
19. Compte tenu des constats qui précèdent, le niveau d'exécution des activités en **amont** de la filière olive est moyennement satisfaisant et en **aval** de la filière olive est également **moyennement satisfaisant**.
20. **Recommandations.** Au vu des constats qui précèdent, la mission recommande ce qui suit :
- Envisager lors de la revue à mi-parcours du programme : i) la réaffectation des sommes prévues pour la réalisation des unités de mise en bouteilles et de stockage de l'huile d'olive pour compléter le financement nécessaire à la construction d'une unité de conserve d'olives de table de dimension moyenne ; ii) l'utilisation du budget prévu pour la mise en place des 3 unités de conserve d'olives traditionnelle pour l'installation d'une seule unité (la coopérative porteuse potentielle du projet, coopérative féminine Tawmatine, a été identifiée) ; et iii) la réaffectation des budgets prévus pour la construction des bassins de stockage de margines et de grignons pour consolider d'autres activités du programme (unité de conserve d'olive).
  - Procéder à la réalisation des études de faisabilité technico-économique pour les unités de conserve d'olives de table et pour l'unité de conserve d'olives traditionnelle.
21. Les mesures convenues pour le développement de la filière olive, à l'amont et à l'aval, sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
<b>Sous-composante I « filière olive »</b>		
1. Faire valider le PPDF olive par les bénéficiaires et les partenaires	Mai 2015	UGP, SMOP
2. Prévoir dans le PTBA de 2016 les 183 ha restants pour l'extension et la totalité des formations, visites et voyages d'études	Juin 2015	UGP, SMOP et
3. Accompagner les bénéficiaires des périmètres de réhabilitation	Mai 2015	UGP, SMOP
4. Constituer les groupements professionnels prévus à travers la possibilité d'une convention avec la FédAM	Mai 2015	UGP, SMOP
5. A mi-parcours envisager la réaffectation des budgets prévus pour les unités de mise en bouteille et de stockage d'huile d'olive à la construction de l'unité de conserve d'olive de table.	Revue à mi-parcours	UGP, SMOP
6. A mi-parcours envisager la mise en place d'une unité de conserve d'olives traditionnelle au lieu de 3 unités.	Revue à mi-parcours	UGP, SMOP
7. Réalisation des études de faisabilité pour l'unité de conserve d'olive de table et pour l'unité de conserve d'olives traditionnelle	Octobre 2015	UGP, SMOP
8. A mi-parcours réaffecter les budgets des bassins de stockage des margines pour consolider les autres activités du programme (unité de conserve d'olive de table)	Revue à mi-parcours	UGP, SMOP

#### C-1-2.Sous-composante 2 : Filière amandier

22. **En amont, les prévisions globales** du programme concernent : i) l'élaboration du PPDF amandier; ii) l'extension des plantations d'amandier sur 1200 ha ; iii) la réhabilitation de 600 ha d'amandiers ;iv) la constitution de 2 groupements de producteurs d'amandes affiliés à l'ANARBOM, de 2 coopératives et d'un GIE ; v) l'organisation de 2 manifestations professionnelles ; vi) la réalisation de 24 jours de formation pour les coopératives, de 27 jours de formation technique pour les agriculteurs et jeunes ruraux et de 15 jours de visites et

- voyages d'études ; vii) la réalisation de formations techniques (30 jours) et de voyages d'études (3 jours) au profit du personnel de la DPA.
23. **Les prévisions des PTBA 2014 et 2015** portent sur: i) la finalisation du PPDF amandier et sa validation par les partenaires du projet (PTBA 2014) ; ii) la plantation de 553 ha d'amandiers ; iii) l'établissement d'une convention avec l'ANARBOM; iv) la mise en place de 2 coopératives ; v) la réalisation de 6 jours de formation à la gestion des coopératives et de 6 jours sur leur mise à niveau (PTBA 2015) ; et vi) l'organisation de 6 visites d'agriculteurs et de jeunes ruraux à des périmètres pilotes d'extension (PTBA 2015), de 6 visites dans des périmètres de réhabilitation et de 6 voyages d'études (PTBA 2015) pour les agriculteurs et jeunes ruraux.
24. **Réalisations.** Les réalisations cumulées sont comme suit :
- i) Le PPDF amandier a été finalisé. Sa validation par les bénéficiaires et les différents partenaires du programme est prévue pour le mois de mai 2015.
  - ii) Les nouvelles plantations ont été réalisées sur 503 ha (soit 90% des prévisions pour l'exercice et 42% des prévisions globales du programme). Les terrains des périmètres de plantation choisis par l'UGP sont favorables à la culture de l'amandier, et les travaux des entreprises sont convenables. Par ailleurs, la mission note que le programme a créé une demande pour les plantations d'amandier auparavant inexistante dans la zone.
  - iii) Le programme n'a pas pu identifier de superficies consistantes et regroupées d'amandiers adultes convenables pour un marché de réhabilitation. Par conséquent, cette action n'a pas été programmée et n'a pas de chances d'être réalisée.
  - iv) La zone du projet compte actuellement 3 coopératives et 1 association dans la filière amandier regroupant 262 agriculteurs dont 8 femmes (3%). La coopérative Annasr a été créée en 2014, l'association Charaf et la coopérative El Anassar, auparavant non fonctionnelles, ont été redynamisées, et la coopérative Adwal, créée en 2013, est en même temps coopérative oléicole bénéficiaire de la réhabilitation dans le cadre du programme.
  - v) La création de groupements de producteurs d'amandes n'a pas abouti malgré les différentes tentatives de l'UGP pour contacter l'ANARBOM à cet effet. La collaboration avec cette association ne semble pas avoir de chances de réalisation.
  - viii) Les formations, visites et voyages d'études prévus à l'amont de la filière amandier aussi bien pour les coopératives que pour les agriculteurs et jeunes ruraux sont prévues dans le PTBA 2015. Par contre, les formations et voyages d'études pour le personnel de la DPA n'y sont pas prévues.
25. En conséquence, et en ce qui concerne le volet **amont de la filière amandier**, le niveau d'exécution est jugé **satisfaisant**.
26. **Recommandations.** *Compte tenu de ce qui précède, la mission recommande ce qui suit :*
- *Faire valider le PPDF amandier avec les bénéficiaires et les partenaires du programme dans les délais prévus ;*
  - *Prévoir dans le PTBA de 2016 la plantation des 697 ha restants en extension car la demande semble exister pour une telle superficie et pour cela, transférer les fonds alloués à la réhabilitation vers l'extension pour renforcer une assise de filière amandier dans la zone du programme ;*
  - *Prévoir dans le PTBA 2016 les formations et voyages d'études du personnel de la DPA et le reste des autres activités de formation et de mise à niveau des coopératives, agriculteurs et jeunes ruraux ;*
  - *Les contacts avec l'ANARBOM pour la création de groupements professionnels s'étant avérés infructueux, réorienter ces contacts vers la fédération des arboriculteurs du Maroc et vers la nouvelle fédération des producteurs d'amandes, pour explorer la possibilité d'engager avec l'une d'entre elles une convention pour l'adhésion des coopératives à la fédération et la définition d'un programme d'activités communes.*
27. **A l'aval** de la filière amandier, il était prévu de mettre en place 4 unités de concassage d'amandes pour femmes au rythme d'une unité par an à partir de 2014. La mission de

supervision de mai 2014 avait recommandé à l'UGP de procéder à la réalisation des études de faisabilité technico-économique pour les 4 unités afin de démontrer leur viabilité économique avant leur mise en place à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2015.

28. **Réalisations.** Les études de faisabilité technico-économique n'ont pas été réalisées car l'UGP a jugé que la production d'amandes dans la zone du programme, même en tenant compte des projections futures de production (700 tonnes/an après l'entrée en production des nouvelles plantations), ne justifie pas l'installation des 4 unités, considérant qu'une seule unité est largement suffisante pour traiter la totalité de la production de la zone du programme. L'étude de faisabilité de cette unité est en cours de réalisation.
29. **Recommandations.** La mission recommande : i) d'envisager lors de la revue à mi-parcours, la réaffectation du budget prévu pour la mise en place des 4 unités au profit d'une seule ; et ii) d'accélérer la réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique de ladite unité.
30. Les mesures convenues pour le développement de la filière amande, à l'amont et à l'aval, ainsi que les échéances et responsabilités pour leur mise en œuvre, sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
<b>Sous-composante II « filière amande »</b>		
1. Organiser l'atelier de validation du PPDF par les bénéficiaires et les partenaires	Mai 2015	UGP, SMOP
2. Prévoir dans le PTBA de 2016 la plantation des 697 ha restants pour l'extension	Juin 2015	UGP, SMOP
3. Prévoir le transfert des fonds de la réhabilitation vers l'extension après non objection du FIDA	Mai 2015	UGP, SMOP
4. Entamer les contacts avec la FédAM et la fédération nationale des producteurs d'amandes	Mai 2015	UGP, SMOP
5. Envisager lors de la revue à mi-parcours, la réaffectation du budget prévu pour la mise en place des 4 unités de concassage d'amandes au profit d'une seule unité	Revue à mi-parcours	UGP, SMOP
6. Activer la réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique de l'unité de concassage d'amandes	Septembre 2015	UGP, SMOP

### C-1-3.Sous-composante 3 : Filière viande ovine et caprine

31. **Prévisions.** Au titre de cette composante, les prévisions portent sur ce qui suit: i) l'élaboration du plan participatif de développement de la filière; ii) l'amélioration de l'infrastructure de base par le captage de 8 sources et par la construction de 7 citernes enterrées ainsi que la construction de 4 centres d'approvisionnement en aliments de bétail pour les groupements d'éleveurs affiliés à l'association nationale ovine et caprine (ANOC); iii) l'appui à la filière (dans le cadre d'une convention avec l'ANOC) par la création de 4 groupements d'éleveurs (prospection des éleveurs, tenue de 4 réunions de sensibilisation par groupement, tenue de l'assemblée constitutive du groupement et fourniture d'équipements), par la construction d'un centre d'engraissement d'une capacité de 10 000 têtes/an à gérer par l'ANOC et par l'installation de bergeries (3 par groupement) ; iv) la formation théorique (8 sessions par groupement), et pratique (3 visites organisées pour 150 éleveurs par groupement), la formation des bénéficiaires ne relevant pas des groupements ANOC (4 sessions de formation, 7 journées de démonstration et 3 voyages d'études), l'organisation de sessions de formation au profit des ingénieurs (3 sessions) et des techniciens (3 sessions) sur les thématiques intéressant la filière, avec distribution de documents techniques relatifs à la production, l'hygiène, la santé, la commercialisation et la valorisation; et v) la plantation de 400 ha d'arbustes fourragers.
32. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations cumulées sont détaillées dans ce qui suit :
- Le PPDF viandes rouges a été finalisé ; il est à l'étape de validation par les bénéficiaires et partenaires du programme.
  - La convention avec l'ANOC a été signée et visée après un long processus de concertation. Cette convention vise le renforcement du groupement existant des éleveurs ovins et caprins de Tazekka et la création de 2 autres groupements, l'un à Bouiblanc et l'autre à Maghraoua.

- c. La création et l'aménagement de 3 points d'eau à Bouiblanc est achevée. Trois autres points d'eau à Maghraoua, Tazarine et Bouiblanc sont en cours de réalisation. Les travaux de deux abris anti-neige ont été engagés.
- d. Les formations pour les éleveurs ne sont pas encore réalisées et sont subordonnées à l'élaboration d'un planning de mise en œuvre des activités à exécuter par l'ANOC. Le reste des actions, à savoir, les essais de démonstration de complémentation (16), le centre d'engraissement, les bergeries / chèvreries à aménager (4) et à équiper (16), ainsi que les centres d'approvisionnement en aliments de bétail ne sont également pas réalisés.
- e. La formation des bénéficiaires ne relevant pas des groupements ANOC n'est pas encore réalisée et n'est pas programmée au titre du PTBA 2015 par manque de crédits, et les sessions de formation au profit des ingénieurs et des techniciens ne sont pas encore réalisées en raison du nombre insuffisant de cadres de la DPA éligibles à ces formations.
- f. La plantation de 400 ha d'arbustes fourragers prévue dans le PTBA 2014 a été différée au 1<sup>er</sup> trimestre 2015. Sa mise en œuvre a rencontré des difficultés en raison de l'indisponibilité des terres à aménager et de la réticence des bénéficiaires potentiels qui préfèrent la plantation d'oliviers à celle d'arbustes fourragers, ce qui a amené l'UGP à réduire la superficie programmée dans le PTBA de 2015 à 250 ha.
33. Il est à noter que lors de la réunion que la mission a tenue avec les responsables de l'ANOC au niveau central, il a été convenu que l'élaboration de la note méthodologique et du planning de mise en œuvre des activités se feront un mois après réception de l'ordre de service de commencement des prestations prévues dans la convention de partenariat. La prospection des éleveurs pour la constitution des groupements sera engagée immédiatement après validation de cette note. L'ANOC a toutefois précisé que vu son statut juridique actuel, elle ne pourra pas gérer le centre d'engraissement en raison du caractère commercial des opérations envisagées. L'ANOC a donc proposé d'en confier la gestion à un GIE à créer.
34. Compte tenu des constats qui précèdent en ce qui concerne la filière viande ovine et caprine, le niveau d'exécution est **moyennement insatisfaisant**.
35. **Recommandations.** Afin d'accélérer la mise en œuvre des activités de la sous-composante, les mesures convenues pour accélérer la réalisation des activités prévues dans la composante ainsi que les échéances et responsabilités de mise en œuvre sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
<b>Sous-composante III « filière viande ovine et caprine ».</b>		
1. Valider le PPDF avec les bénéficiaires et les partenaires.	Mai 2015	UGP, SMOP
2. Donner l'ordre de service de commencer les prestations à l'ANOC	Mai 2015	SMOP
3. Engager les formations juste après la constitution des groupements	Décembre 2015	UGP, SVA, ANOC
4. Elaborer l'étude de faisabilité du centre d'engraissement et faire des prospections pour sa gestion	Décembre 2015	UGP
5. Intégrer la plantation d'arbustes fourragers dans un package comprenant les activités à réaliser par l'ANOC	Juillet 2015	UGP, ANOC

#### C-1-4.Sous-composante 4 : Filière miel

36. **Prévisions en amont de la filière.** Les prévisions des activités en amont de la filière miel concernent : i) l'élaboration du plan participatif de développement de la filière (PPDF); ii) la livraison de 1200 ruches pleines; iii) la formation des membres des coopératives (10 sessions) et l'organisation de stages d'apprentissage pour 20 personnes-mois; iv) la constitution de 2 unions en tant qu'agréateurs ; v) le traitement contre la varroase et la teigne des abeilles ; et vi) la création de 25 nouvelles AGR et PMER (unités apicoles) et l'acquisition de 50 ruches pour chaque unité.
37. **Réalisations.** Par rapport à ces prévisions, les réalisations cumulées sont comme suit :
- L'élaboration du PPDF est achevée; il est à l'étape de validation par les bénéficiaires et les partenaires.

- L'acquisition de 1600 ruches pleines (133%) au profit de 50 OPA constituées de 770 bénéficiaires dont 239 femmes a été faite.
  - Les 10 sessions de formation des membres de coopératives sont réalisées. Par contre, les stages d'apprentissage dans des institutions spécialisées ou chez des apiculteurs professionnels ne sont pas encore organisés.
  - 14 AGR et PMER ont été créées et un marché pour l'achat de 200 ruches pour les bénéficiaires a été engagé.
  - Le traitement contre la varroase et la teigne n'est pas encore réalisé et n'est pas programmé au titre du PTBA de 2015.
38. **Recommandations.** *Les recommandations pour l'amont de la filière sont les suivantes :i) valider le PPDF de la filière avec les bénéficiaires et procéder à sa contractualisation; ii) organiser les stages d'apprentissage pour les membres des coopératives; iii) achever la création des 11 AGR restantes et procéder à la distribution des ruches à leur profit ;iv) effectuer le traitement contre la varroase et la teigne des 500 ruches programmées dans le costab.*
39. **Prévisions à l'aval de la filière.** A l'aval de la filière, les prévisions concernent : i) la constitution de 3 GIE ; ii) la caractérisation des miels de la zone et l'établissement du cahier des charges en vue de leur labellisation ; iii) l'accompagnement des apiculteurs dans le domaine de la commercialisation du miel ; iv) la formation des ingénieurs et techniciens sur les thématiques relatives à la filière ; v) l'aménagement de 15 locaux pour l'extraction du miel ; vi) l'acquisition de 15 unités d'extraction ; et vi) le recrutement d'un spécialiste en commercialisation/marketing.
40. **Réalizations.** Les réalisations à l'aval de la filière ont porté sur ce qui suit :
- Pour ce qui est des GIE, trois ont été constitués, à savoir : le GIE Twizi dans la commune rurale de Smia composé de 16 coopératives (CR de Smia, Zrarda, Tazarine et Ait Seghrouchen), le GIE d'Ain Kharouba à Oued Amil constitué de 13 coopératives (CR de Ghiata Gharbia, Bouhlou, Bouchfaa, Gueldamane, Bab Boudir et Bab Marzouka), le GIE de Maghraoua- Bouiblane composé de 6 coopératives (CR de Maghraoua et de Bouiblane).
  - Concernant la caractérisation des miels et leur labellisation, l'identification d'un miel à labelliser sur la base d'une plante mellifère autochtone à Bouiblane (Zantaz), l'identification du GIE porteur (Maghraoua, Bouiblane) et l'élaboration d'un CPS modèle dans le cadre du PPDF miel ont été effectuées.
  - En matière d'accompagnement des apiculteurs dans les domaines de la commercialisation et du marketing, de la conduite de la production, de la protection sanitaire et de la confection de ruches, 20 sessions de formation sur les 34 prévues ont été réalisées dans les domaines de la gestion administrative et financière des OPA pour 115 personnes (dont 30 femmes), des techniques de production pour 125 personnes (dont 90 femmes), de la santé apicole pour 125 personnes (dont 90 femmes), de la confection des ruches pour 5 femmes, et de la valorisation et commercialisation pour 125 personnes (dont 90 femmes).
  - Pour ce qui est de la formation des ingénieurs et techniciens, aucune action n'a été réalisée du fait du manque de cadres spécialisés dans le domaine du miel au niveau de la DPA.
  - L'identification des locaux des unités d'extraction de miel est en cours de négociation avec les GIE et les équipements pour 20 unités ont été acquis et réceptionnés; leur distribution sera entamée une fois que les locaux auront été aménagés.
41. **Recommandations.** *La mission recommande ce qui suit pour l'aval de la filière : i) procéder à la réalisation des formations pratiques des membres des GIE dans les domaines de la production, de la valorisation, de la labellisation, de la qualité et de la commercialisation et leur organiser des voyages d'études ; ii) accélérer le processus d'identification et d'aménagement des locaux des unités d'extraction de miel ; iii) procéder au lancement de la 3ème phase de validation et de contractualisation avec les GIE des actions identifiées dans le PPDF miel ; et iv) ne mobiliser le spécialiste en marketing et commercialisation qu'une fois que les unités de valorisation auront été mises en place.*

42. Les mesures convenues pour la composante "Appui au développement de la filière miel" à l'amont et à l'aval de la filière ainsi que les délais et responsabilités pour la mise en œuvre de ces mesures sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
<b>Sous-composante IV « filière miel ».</b>		
1. Valider le PPDF de la filière avec les bénéficiaires et les partenaires	Juin 2015	UGP, SMOP
2. Organiser les stages d'apprentissage pour les membres des coopératives	Mai 2015	UGP, SVA
3. Achever la création des 11 AGR restantes	Décembre 2015	UGP, SMOP
4. Programmer le traitement contre la varroase et la teigne des 500 ruches programmées dans le Costab.	Mai 2015	UGP, SMOP et GIE
5. Réaliser les formations pratiques des membres des GIE dans les domaines de la production, de la valorisation, de la labellisation, de la qualité et de la commercialisation, et organiser des voyages d'études	3 <sup>ème</sup> trimestre 2015	UGP, SMOP et SVA
6. Accélérer le processus d'identification et d'aménagement des locaux des unités d'extraction de miel	Décembre 2015	UGP, SMOP
7. Lancer la 3 <sup>ème</sup> phase de validation et de contractualisation avec les GIE des actions identifiées dans le PPDF	3 <sup>ème</sup> trimestre 2015	UGP, SMOP
8. Ne mobiliser le spécialiste en marketing et commercialisation qu'une fois les unités de valorisation mises en place.	1 <sup>er</sup> trimestre 2016	UGP, SMOP

43. En ce qui concerne le volet **amont** de la filière apicole, le niveau d'exécution est en définitive **satisfaisant**. En revanche, en ce qui concerne le volet **aval** de la filière miel, le niveau d'exécution est **moyennement satisfaisant**.

#### C-1-5.Actions transverses d'infrastructures en appui au développement des filières

44. **Aménagements hydro-agricoles.** En ce qui concerne les **études**, les 3 études techniques ont été réalisées à 100% et ont été réceptionnées au mois de juin 2014. Le nombre des périmètres de petite et moyenne hydraulique (PMH) étudiés est de 35 avec un linéaire total de revêtement de séguias de 120 km. D'une manière générale, ces études auraient pu être plus consistantes si elles avaient précisé les superficies occupées par les plantations, la liste des bénéficiaires et les possibilités d'intensification des systèmes cultureux ou d'extension des superficies cultivées résultant d'éventuels volumes additionnels d'eau.
45. Pour ce qui est des **travaux** d'aménagement, il est prévu dans le PTBA 2015, le revêtement de 82 km de séguias, la construction de 13 ouvrages de dérivation, la réalisation de 19 bassins de stockage et la protection des berges sur 1700 ml. Ces travaux n'ont pas pu être réalisés en 2014 en raison du retard dans les études. En 2015, 12 marchés ont été adjugés et 2 appels d'offres pour 8 lots concernant 49 périmètres, sont en cours de lancement. Les travaux consistent dans le revêtement de 90 km de séguias, la construction de 17 ouvrages de dérivation, la réalisation de 23 bassins de stockage et la protection de 1700ml de berges. Les travaux sont en phase d'implantation et le commencement est prévu vers début avril 2015.
46. Au cours des visites qu'elle a effectuées sur des chantiers de travaux de construction de séguias, la mission a enregistré une bonne qualité de ces travaux et une bonne participation des AUEA.
47. En ce qui concerne la formation des AUEA, trois modules de formation sont prévus dans le PTBA de 2014. La formation de 9 AUEA dans le domaine de la rationalisation de l'utilisation de l'eau d'irrigation et la gestion des périmètres a été achevée durant l'année 2014. Le taux de réalisation en matière de formation est de 33%. Trois autres marchés similaires ont été adjugés et la formation de 27 AUEA démarrera au mois d'avril 2015.
48. Compte tenu de ce qui précède, l'appréciation de la mise en œuvre du volet PMH est **satisfaisant pour ce qui est des études et travaux et moyennement satisfaisant pour la formation des AUEA**.
49. **Recommandations.** La mission recommande: i) de compléter les dossiers des périmètres à aménager par des informations concernant la superficie totale irrigable et irriguée, la liste des bénéficiaires, les systèmes de culture pratiqués et les plans de mise en valeur après aménagement ; ii) d'activer le lancement des appels d'offres des 8 lots pour que l'élaboration des marchés et le démarrage travaux interviennent vers le mois de juillet 2015 ;iii) d'activer le

*commencement des travaux concernant les 12 marchés pour qu'ils démarrent dans le courant du mois de mai 2015 ; et iv) de renforcer les moyens humains et matériels de l'assistance technique pour mener à bien le contrôle et la supervision des travaux.*

50. **Points d'eau pour l'abreuvement du cheptel.** Dans le Costab, et jusqu'à l'année 2015, le programme a prévu l'aménagement de 8 sources/points d'eau pour l'élevage (captage de sources et construction d'abreuvoirs) et la création de 7 points d'eau (construction de citernes enterrées pour la collecte des eaux de pluie et abreuvoirs) et 4 abris anti-neige. Les travaux d'aménagement de 5 points d'eau sont achevés et ceux concernant 1 point d'eau sont en cours d'achèvement. Le taux de réalisation est de 33%. Le degré d'exécution des actions au niveau de ce volet est **moyennement satisfaisant**.
51. **Recommandations.** Suite aux constats de la mission lors de la visite d'un chantier de travaux d'aménagement de points d'eau, elle recommande: i) de renforcer l'impluvium par l'enrochement, la construction de murettes, guideaux et gabion de protection, ii) de prévoir un déversoir et/ou trop-plein au niveau du regard de décantation ; iii) de multiplier le nombre de puits à l'entrée du bassin ; et iv) de protéger les ouvrages contre les eaux de crue.
52. **Adduction d'eau potable (AEP).** Deux études ont été prévues dans le PTBA de 2015 et sont actuellement en cours de finalisation par l'ONEE-BE<sup>6</sup>. Concernant le programme des travaux, il est prévu dans le Costab la réalisation des travaux suivants: i) captage de 11 sources d'eau ; ii) installation de 16 bornes fontaines ; et iii) construction de 24 réservoirs semi-enterrés et 76 km de canalisations. Les travaux démarreront vers la fin de 2015.
53. Compte tenu de ce qui précède, le niveau d'exécution du volet AEP est **moyennement satisfaisant**.
54. **Recommandation.** La mission recommande de finaliser les études et de lancer les appels d'offres pour les travaux.
55. **Pistes de désenclavement.** Trois études ont été prévues dans le PTBA de 2015 et les travaux topographiques sont en cours depuis le début du mois de mars 2015 en collaboration avec les communes qui sont impliquées dans l'implantation des pistes. Concernant le programme des travaux, il est prévu dans le Costab la réalisation de 42 km de pistes. Le lancement des AO pour les travaux est prévu incessamment. Les travaux sont prévus pour fin 2015. Il faut noter que la convention entre la DPA et la Direction provinciale de l'équipement, du transport et de la logistique (DPETL) n'est pas encore signée. A cet effet, une réunion de concertation a eu lieu le 23 mars 2015 au siège de la DPA en présence de l'UGP, de la DPETL et de la mission FIDA pour accélérer la signature de la convention. Le représentant de la DPETL a montré son soutien au projet et demandé qu'une convention-cadre soit signée par la direction régionale de l'équipement, du transport et de la logistique.
56. Sur la base de ces constats, le niveau d'exécution du volet pistes est jugé **moyennement satisfaisant**.
57. **Recommandation.** La mission recommande de tenir une réunion, au niveau régional (DRA), avec la DRETL pour accélérer la signature de la convention de partenariat.
58. **Conservation des eaux et des sols (CES).** Les travaux suivants sont prévus pour être réalisés dans le cadre d'un partenariat entre le Programme et la DPEFLCD : i) des seuils sur ravins d'une contenance totale de 15000 m<sup>3</sup> ; ii) des cordons en pierres sèches sur 580 ha ; iii) des murettes en pierres sèches sur 850 ha ; et iv) des banquettes sur 4500 ha. Le financement et la mise en œuvre des actions de CES précitées seront entièrement assurés par la DREFLCD-NE à travers sa direction provinciale de Taza. La DREFLCD devrait par conséquent inclure dans sa programmation les travaux prévus. Ces travaux accusent des retards et restent subordonnés à la signature de la convention de partenariat.
59. Les travaux précités devant démarrer fin 2015, la mission a tenu une réunion de concertation au siège de la DPA, en présence de l'UGP et de la DPEFLCD pour activer la signature de la convention. Le représentant de la DPEFLCD a montré son soutien au programme et a proposé la tenue d'un atelier de travail entre les deux parties concernées pour définir les différentes

---

<sup>6</sup> Office national de l'eau et de l'électricité, branche eau.

prestations, mais a toutefois demandé que la convention soit signée à un niveau hiérarchique supérieur.

60. Pour ce qui est de la mise en œuvre de ces actions, la DRA et la DPA agiront en étroite collaboration avec la DREFLCD-NE et la DPEFLCD pour garantir la participation des populations ciblées à l'identification et à la programmation des interventions. Il a été convenu qu'une convention de partenariat sera établie au niveau régional entre le DRA et le DREFLCD pour définir les modalités d'exécution des actions prévues, en précisant le rôle et les responsabilités de chaque partie, notamment dans le suivi et le contrôle des études et des travaux. La plupart des besoins exprimés par les populations concernent la protection des terres irriguées, d'où la nécessité d'associer et de coordonner ces actions avec celles des aménagements de PMH.
61. Il faut noter que les actions de CES liées aux plantations dans les périmètres d'extension de l'olivier ont été réalisées (petits impluviums fusibles autour de chaque plant d'olivier).
62. Au vu de ce qui précède, la mission juge le degré de mise en œuvre du volet CES comme **non satisfaisant**.
63. **Recommandation.** La mission recommande de tenir rapidement une réunion au niveau régional entre la DREFLCD et la DRA afin d'activer la signature de la convention de partenariat pour engager les activités de CES.
64. A titre de récapitulation, les mesures convenues pour améliorer les niveaux et la qualité des réalisations pour l'ensemble des actions transverses d'infrastructures en appui au développement des filières, ainsi que les échéances et responsabilités pour la mise en œuvre de ces mesures, sont relatées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
<b>Infrastructures d'appui au développement des filières</b>		
1. Compléter les dossiers des périmètres irrigués par des informations concernant la superficie totale irrigable et irriguée, la liste des bénéficiaires, les plans de mise en valeur.	Juillet 2015	UGP, SMOP
2. Activer le commencement des travaux concernant les 12 marchés d'AHA	Mai 2015	UGP, SMOP
3. Activer le lancement des AO des 8 lots d'AHA pour l'élaboration des marchés et le démarrage des travaux	Juillet 2015	UGP, SMOP
4. Appuyer l'assistance technique pour le contrôle et la supervision des travaux	Mai 2015	UGP, SMOP
5. Poursuivre la finalisation des études et le lancement des AO des travaux d'AEP.	Mai 2015	UGP, SMOP, ONEE
6. Tenir une réunion au niveau régional avec la DRETL pour accélérer la signature de la convention de partenariat sur les pistes	Mai 2015	DRA, UGP et DPETL
7. Améliorer les impluviums des bassins semi-enterrés par des enrochements adéquats, par la construction de murettes, guideaux et de gabions de protection	Mai 2015	UGP, SMOP
8. Prévoir un déversoir et/ou trop-plein au niveau du regard de décantation du bassin	Mai 2015	UGP, SMOP
9. Augmenter le nombre de puits à l'entrée du bassin	Mai 2015	UGP, SMOP
10. Protéger les ouvrages contre les eaux de crue	Mai 2015	UGP, SMOP
11. Tenir une réunion avec la DREFLCD pour accélérer la signature de la convention relative aux actions de CES	Mai 2015	DRA, UGP et DREFLCD

65. En conclusion, le niveau global d'exécution de la **Composante I : Appui au développement des filières agricoles** est jugée **modérément satisfaisant**.

## C-2. Composante II : Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER

66. L'objectif de cette composante consiste à faciliter l'accès de la population cible au crédit, par la diffusion des crédits nécessaires au développement des filières, notamment en matière de création d'activités génératrices de revenus (AGR) et de petites et moyennes entreprises rurales (PMER) viables et pérennes gérées par des coopératives de petits agriculteurs, de femmes et de jeunes ; l'accès au crédit devant se faire à des conditions appropriées à leurs besoins et contraintes.



67. La diffusion du crédit devait se faire à travers deux conventions avec la société financière de développement agricole (SFDA)<sup>7</sup> et une association de microcrédit (AMC), en appuyant leur implantation dans la zone et en mettant en œuvre des programmes de formation des agents de crédit et d'accompagnement des clients. Deux études sur les besoins en financement et l'adaptation des produits de microcrédit étaient prévues dans le PTBA 2014.
68. En outre, le programme avait envisagé de financer, à titre pilote, la création d'une quarantaine d'AGR et de PMER démonstratives à l'aval des filières et de mettre en œuvre des activités de formation, d'appui-conseil et d'accompagnement en matière de gestion des entreprises ainsi que des voyages d'études et d'échanges au profit des promoteurs de petits projets.
69. La mise en œuvre de la composante devait être assurée par un spécialiste en financement rural et AGR/PMER à mobiliser dans le cadre du marché d'assistance technique à l'UGP. Celui-ci a été effectivement mobilisé quoique en retard, mais a quitté quelques mois après. Un nouveau spécialiste sera mobilisé.
70. En ce qui concerne les **réalisations** de la sous-composante "**financement rural de proximité**", des discussions préliminaires ont été initiées avec le responsable provincial de la SFDA sur le principe du financement des bénéficiaires du projet. Les listes des bénéficiaires lui ont été envoyées. Toutefois, il a été retenu de ne pas établir de convention de partenariat spécifique, dans la mesure où une convention existe déjà au niveau central pour l'appui au PMV, notamment son pilier II pour le financement des petits agriculteurs. Par ailleurs, l'étude concernant les besoins en financement et l'adaptation des produits de microcrédit a été lancée.
71. Concernant la sous-composante "**appui aux AGR et PMER**", il était prévu d'engager une étude sur les potentialités de création d'AGR et d'identifier les projets et les promoteurs de ces AGR.
72. **Les réalisations** ont porté sur : i) le lancement, bien que tardif, de l'étude précitée par un prestataire de services qui se chargera en outre de l'accompagnement pendant 6 mois des AGR ; et ii) le montage ou la mise à niveau de 31 AGR.
73. Au cours de la mission, deux réunions ont été tenues avec le gouverneur de la province et le chef de la division des affaires sociales de la province (responsable de la mise en œuvre des programmes de l'INDH), au cours desquelles il a été convenu de mettre en œuvre une convergence des activités et des financements dans le domaine de la création d'AGR et de PMER et d'identifier les projets éligibles à ces financements.
74. Compte tenu de ce qui précède, le niveau d'exécution des activités de la **composante II** est jugé **moyennement satisfaisant**.
75. **Recommandations.** Les mesures, échéances et responsabilités convenues pour améliorer les actions au niveau de la composante « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER » sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Accélérer l'aboutissement des deux études sur les besoins en financement et les potentialités de création d'AGR et de PMER	Juin 2015	UGP
2. Sensibiliser les agriculteurs sur les dispositions en vigueur en matière de financement et les aider à préparer leurs demandes de financement	Fin juillet 2015	UGP
3. Mobiliser rapidement le spécialiste en financement rural et AGR/PME	Mai 2015	UGP
4. Tenir rapidement une réunion avec le chef de la division des affaires sociales de la province, avec l'agence de développement social et avec l'agence pour le développement des provinces du nord pour étudier la possibilité de financement des projets d'AGR et de PMER	Juin 2015	DPA et UGP

### C-3. Composante III : Renforcement des capacités et appui institutionnel.

76. **Animation et sensibilisation.** Il était prévu dans le rapport de conception de mettre en place au niveau de chaque centre de travaux, un animateur et une animatrice pour la sensibilisation

<sup>7</sup> Filiale du Crédit agricole du Maroc, plus connue sous son nom commercial Tawil Al Fallah, créée pour le financement des petits agriculteurs ne pouvant pas avoir accès au financement conventionnel.

des agriculteurs et la préparation du terrain pour la réalisation des plans participatifs de développement des filières (PPDF). Toutefois, et compte tenu des crédits disponibles, seuls un animateur et une animatrice ont pu être recrutés à cet effet. Ce manque a toutefois été comblé par la participation des vulgarisateurs des CT, par les agents du service d'appui et de vulgarisation de la DPA et par les agents des bureaux d'études qui avaient en charge l'élaboration des PPDF, et qui ont fait le travail d'organisation des réunions, de sensibilisation et de diagnostic et de planification participative des activités. Ainsi, près de 300 actions d'animation et de sensibilisation ont été réalisées.

77. **Formation.** Dans le rapport de conception du programme, il est prévu de réaliser plusieurs modules de formation en gestion des coopératives, formation en oléotechnie, profils variétaux, marketing, hygiène et santé des aliments, labellisation, qualité, irrigation, apiculture (production, confection de ruches et commercialisation), gestion des AUEA. La réalisation du programme de formation a connu des retards liés à l'engagement des crédits. Toutefois, le programme prévu dans le PTBA 2014 a été réalisé à 100%. Il faut cependant noter que les formations du personnel en matière de ciblage, genre et suivi-évaluation n'ont pas été dispensées, mais sont prévues sur le PTBA 2015.
78. Il faut noter également que le programme a engagé une collaboration avec la maison familiale rurale des Beni Snassen (Taforhalt) pour la formation de jeunes ruraux susceptibles de constituer des équipes-métiers gérées sous forme coopérative pour effectuer des prestations de services aux agriculteurs de la zone du projet. Un groupe de 16 jeunes a déjà été formé et une convention est en cours d'élaboration pour deux autres groupes de jeunes (32 personnes). Il faut toutefois remarquer que la recommandation émise lors de la dernière mission de supervision d'engager également un partenariat dans ce sens avec des établissements de formation agricole n'a pas encore été suivie d'effet.
79. En outre, la recommandation émise lors de la dernière mission de supervision de délivrer des certificats de formation aux participants a été mise en œuvre en partie, dans la mesure où les certificats ont été délivrés, non pas individuellement, mais aux OPA auxquelles adhèrent les bénéficiaires.
80. **Alphabétisation.** Le programme a prévu d'établir une convention avec des ONG locales pour réaliser l'alphabétisation fonctionnelle de 3000 bénéficiaires dont 2000 femmes. Trois conventions ont ainsi été conclues avec trois ONG locales à cet effet. De plus, et en accord avec la direction de l'enseignement, de la formation et de la recherche dans le cadre d'un partenariat de complémentarité, le projet utilisera, en les adaptant, les manuels d'alphabétisation fonctionnelle utilisés par le Ministère dans ses programmes normaux et l'impression des manuels est en cours. Le démarrage de la première tranche du programme (1440 bénéficiaires, dont 960 femmes), est prévu en avril 2015. Un planning des séances d'alphabétisation a été élaboré en tenant compte du timing des activités agricoles et de la disponibilité des femmes au regard de leurs activités.
81. Le niveau d'exécution pour la **composante III** « Renforcement des capacités » est **moyennement satisfaisant**.
82. **Recommandations.** Les mesures convenues pour améliorer le renforcement des capacités et l'appui institutionnel, ainsi que les échéances et les responsabilités de mise en œuvre sont données dans le tableau ci-après.

Mesure convenue	Date convenue	Responsabilité
<b>Composante III «Renforcement des capacités et appui institutionnel »</b>		
1. Comblé le retard accumulé pendant les années antérieures en matière de formation des agriculteurs et des techniciens	Décembre 2015	UGP, SVA
2. Engager les formations du personnel en matière de ciblage, genre et S/E	Mai 2015	UGP, SVA
3. Elaborer un plan de formation détaillé en fonction des besoins des agriculteurs, OPA et des cadres et techniciens. au plus tard	Septembre 2015	UGP, SVA
4. Développer un partenariat avec l'ITA de Oued Amil et la MFR pour la formation d'équipes-métier agricoles	Juin 2015	UGP, SVA
5. Lier le programme d'alphabétisation à la création d'activités génératrices de revenus et de petites et moyennes entreprises rurales, notamment au profit des femmes et des jeunes.	Mai 2015	UGP, SVA

## D. Avancement de l'exécution du Programme

83. **Gestion administrative et coordination du Programme.** Le programme est exécuté par la Direction Provinciale de l'Agriculture de Taza. Le contrôle interne est assuré par l'ADA, la DRA et le Trésorier provincial relevant du ministère de l'Economie et des Finances. Le contrôle externe est assuré par l'Inspection Générale des Finances relevant dudit ministère. Le comité provincial de coordination du programme s'est réuni, le comité régional n'a pas encore été réuni. Une bonne coordination du programme entre services, UGP et partenaires est assurée par le directeur du programme. La gestion des crédits et des marchés est satisfaisante<sup>8</sup>. En conséquence, la gestion et la coordination du projet est jugée **satisfaisante**.
84. **La concordance entre le PTBA** et les allocations budgétaires effectives pour l'exercice sous revue est de 106% et la concordance entre les allocations budgétaires et les réalisations effectives en termes d'engagements a été estimée à 98% (voir les détails au paragraphe 120 de la section E). La concordance entre le PTBA et le niveau d'exécution est donc jugée **satisfaisante**.
85. **Assistance technique.** L'assistance technique à l'UGP pour la mise en œuvre du programme est assurée depuis le lancement effectif du programme par un bureau d'études. Tous les profils prévus ont été mobilisés selon les besoins et avec la logistique requise. L'assistance technique est composée: i) d'un directeur-adjoint, ii) d'un comptable, iii) de quatre ingénieurs (agro-économiste, horticole, génie rural, zootechnicien), iv) d'un sociologue, v) d'un spécialiste en finance rurale et création d'activités génératrices de revenus et de petites et moyennes entreprises rurales, vi) de quatre techniciens (deux en horticulture, un en génie rural et un en PMER) et, vii) de deux animateurs/animateuses.
86. Lors de la mission de supervision de 2014, il avait été remarqué que le temps de mobilisation de certains profils n'était pas suffisant au regard de l'importance de leurs missions. La mission avait recommandé que le temps de mobilisation supplémentaire de ces profils soit couvert à travers des conversions ou des augmentations des quantitatifs dans le cadre du marché d'assistance technique en cours et d'un avenant audit marché. Il s'est avéré par la suite que les conversions n'étaient administrativement pas possibles et qu'un avenant était nécessaire. Suite à une mise au point effectuée par la mission avec le chef de l'UGP et le responsable de la gestion financière, les durées de mobilisation des profils requis sont les suivantes ((en hommes-mois):

Désignation	Durée prévue dans le marché	Besoins	Durée à couvrir par avenant
Ingénieur en génie rural	25	37	12
Comptable	50	75	25
Spécialiste en marketing	00	09	09
Technicien en commercialisation	00	12	12

87. Sur le plan de l'organisation du travail, du suivi des activités et des performances des membres de l'assistance technique, la mission les juge **satisfaisants**.
88. **Recommandations.** Les mesures convenues pour améliorer la gestion administrative et la coordination du programme sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
<b>Gestion administrative et coordination du Programme</b>		
1. Réunir le comité régional de coordination	Mai 2015	DRA
2. Etablir et engager l'avenant au marché d'assistance technique pour la mobilisation des profils requis	Juillet 2015	DPA, UGP
3. Evaluer trimestriellement les performances du personnel de l'assistance technique	Juin 2015, puis chaque 3 mois	DPA

89. **Suivi-évaluation.** Un système de suivi-évaluation avec un logiciel « ANFASYS » (système d'analyse normalisé financière automatique) est en place et assure le suivi des activités. L'application permet: i) d'avoir un suivi financier par composante, catégorie de dépenses, ligne

<sup>8</sup> Voir section E sur les aspects fiduciaires,

budgétaire et activité ; ii) un suivi de la chaîne de planification en fonction des objectifs du COSOP et orientations stratégiques ; iii) un suivi de la passation des marchés ; iv) un suivi des performances ; v) un suivi des résultats ; et vi) la simulation et la planification en fonction des risques. Des modules sont en cours de développement sur la présentation des résultats en format SIG (cartes thématiques), la modélisation des indicateurs de 3<sup>ème</sup> niveau et la mise en place d'un dispositif automatique d'envoi de situations par courrier électronique aux partenaires.

90. Concernant les indicateurs SYGRI du FIDA, les indicateurs de premier niveau (réalisations) sont bien cernés et documentés ; par contre, pour les indicateurs de deuxième niveau (résultats), des données doivent encore être rassemblées et des enquêtes devront être réalisées afin d'évaluer ces indicateurs pour les activités engagées<sup>9</sup>. Le niveau d'exécution du suivi-évaluation est **satisfaisant**.

91. **Recommandation.** Les mesures convenues en matière de suivi-évaluation sont récapitulées dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	échéances	Responsabilités
1. Engager les enquêtes nécessaires pour l'évaluation des indicateurs de deuxième niveau (indicateurs de résultats) pour les actions engagées	Mai 2015	UGP, SVA
2. Mettre en place le SIG sur les réalisations du Programme	Septembre 2015	UGP, SVA

92. **Ciblage des bénéficiaires.** Lors des visites de terrain, la mission a constaté que le ciblage est bien respecté pour les actions déjà lancées. Ainsi les bénéficiaires des actions d'extension et de réhabilitation des plantations ont en moyenne des superficies inférieures à 2 ha. L'équipe d'animation, sous la direction du sociologue de l'UGP, a mobilisé et a sensibilisé les communautés sur les objectifs, l'approche et les activités du programme et le travail de mobilisation sociale est avancé pour toutes les activités du projet. L'état d'exécution au niveau du ciblage est **satisfaisant**.

93. **Intégration du genre.** L'UGP a déployé des efforts appréciables pour intégrer les femmes dans les filières retenues par le programme, notamment dans les actions déjà lancées. L'UGP a porté une attention particulière à la mobilisation des femmes, à leur formation et a encouragé leur intégration dans des OP ou l'établissement d'OP spécifiquement féminines. On constate une bonne participation des femmes aux programmes de renforcement des capacités, une ouverture des OPA pour l'adhésion des femmes et une dynamique d'adhésion croissante de la part des femmes. En outre, celles-ci participent aux travaux de plantation, qui étaient auparavant réservés exclusivement à la main d'œuvre masculine, et sont payées au même salaire que les hommes. Cependant, les organes d'administration des OPA (associations et coopératives) sont encore essentiellement composés d'hommes et la formation sur les aspects genre et ciblage n'a pas été réalisée.

94. La mission juge **satisfaisants** les efforts entrepris en matière d'intégration de la femme dans les activités du programme.

95. **Recommandations.** Les mesures convenues en matière de ciblage et de genre sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	échéances	Responsabilités
1. Sensibiliser les OPA pour que les femmes soient représentées dans leurs organes de décision	Décembre 2015	UGP, SVA
2. Dispenser la formation genre et ciblage à tout le personnel chargé de la mise en œuvre du Programme et établir une stratégie et un plan d'action dans ces domaines	Mai 2015	UGP, SVA

96. **Gestion des connaissances/innovation.** Le Programme génère une pluralité d'innovations et de savoirs sur les plans de la démarche, de l'organisation, du suivi-évaluation, de l'intégration

<sup>9</sup> Notamment, les taux d'adoption des techniques, l'économie de l'eau, les rendements, éventuellement les revenus des exploitations agricoles accompagnées et des AGR créées, ainsi que les indicateurs d'efficacité et de durabilités des actions.

de la femme et des jeunes dans le développement de la zone etc...<sup>10</sup> A ce niveau, l'appréciation de la mission est **satisfaisante**. Toutefois, ces savoirs et innovations devraient faire l'objet d'une large diffusion non seulement dans la zone du projet, mais également dans les autres zones similaires. Or, peu d'actions sont engagées dans le cadre de la diffusion de ce savoir et de la communication (notamment médiatique) autour de ces acquis.

97. **Recommandation.** La mission recommande donc d'élaborer une stratégie de communication autour des réalisations du projet devant être concrétisée par la création d'un site web régulièrement alimenté, la publication d'articles dans la presse et la réalisation d'un film sur le projet.
98. **Partenariat.** A date de la mission, une soixantaine de conventions de partenariat sont soit signées ou en cours avec plusieurs partenaires publics et privés. Trente-trois conventions de partenariat étaient prévues pour être conclues en 2014 avec plusieurs partenaires:  
i) 7 conventions avec des coopératives arboricoles ; ii) 20 conventions avec des coopératives apicoles ; iii) 3 conventions avec des ONG pour l'alphabétisation fonctionnelle ; iv) une convention tripartite prévue avec la direction provinciale de l'équipement, du transport et de la logistique et les communes rurales pour la réalisation et l'entretien des pistes, v) une convention avec l'ANOC pour la création et l'accompagnement de groupements d'éleveurs ; vi) une convention avec Tamwil Al Fellah (SFDA) pour le financement des petits producteurs ; vii) une convention avec l'ONEE pour l'adduction d'eau potable ; viii) une convention avec la DPEFLCD pour les travaux de CES et l'exploitation des nappes mellifères en forêt ; et ix) une convention avec l'ODCO pour l'accompagnement des coopératives.
99. Les réalisations dans ce domaine sont les suivantes : 12 conventions ont été signées et mises en œuvre et 21 ne sont pas encore signées.<sup>11</sup> Le niveau d'exécution du volet partenariat est **moyennement satisfaisant**.
100. **Recommandations.** Les mesures convenues pour améliorer le partenariat sont données dans le tableau ci-après.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Tenir deux réunions au niveau régional avec les eaux et forêts et l'Équipement pour signer les deux conventions	Mai 2015	DRA
2. Conclure une convention de partenariat avec l'ITA de Oued Amlil et la MFR des Béni Snassen pour la constitution et la formation de coopératives de services (équipes-métiers)	Juillet 2015	DPA, UGP, SVA
3. Établir un plan d'action avec un chronogramme de réalisation et des indicateurs et des modalités de suivi conjoint des conventions.	Septembre 2015	DPA, UGP, partenaires

## E. Aspects fiduciaires

101. **Décaissements par bailleur.** A date de la mission, le taux global de décaissement est de 2,34% du coût total du programme en excluant la part des bénéficiaires du coût total. Par bailleur, les taux de décaissement sont respectivement de 1,07% sur le prêt FIDA et les émissions sur la contrepartie du gouvernement est de 4,73%. Ces taux sont très faibles mais ne reflètent pas la situation des émissions. Les procédures de transmission et de traitement des demandes de remboursement affectent les décaissements sur les fonds du prêt FIDA. Néanmoins, en tenant compte de tous les relevés des dépenses envoyés au FIDA (en instance de traitement), le taux global de décaissement serait de 7,8% du coût total du programme.
102. **Décaissements sur le prêt et le don FIDA.** Les décaissements sur le prêt s'élèvent à 1,978 MDH, soit 1,07% du montant du prêt. Aucun décaissement n'a encore été effectué sur le don. Par rapport au plan de décaissement établi dans le COSTAB pour les 3 premières années du projet, le taux de décaissement effectif ne représente que 3% des prévisions. Toutefois, il est à noter que 2 DRF sur le prêt, d'un montant de 15,6 MDH, et une DRF sur le don, pour un montant de 0,999 MDH, ont été envoyées au FIDA en octobre et décembre 2014 et y sont en instance de traitement. En tenant compte de ces DRF, le taux de décaissement à très court terme s'élèvera à 9%. En outre, et en considérant les émissions sur l'exercice 2014, un

<sup>10</sup> Voir appendice 7 sur la gestion des savoirs, l'apprentissage et l'innovation.

<sup>11</sup> Une convention ne sera pas signée (celle avec la SFDA) qui a jugé que son intervention dans le cadre du programme s'intègre dans ses activités normales d'appui au PMV, pilier II ayant déjà fait l'objet d'une convention avec le MAPM.

montant de 6,6 MDH est en cours de préparation des ECD, ce qui portera le taux de décaissement à 13%. Par rapport aux prévisions de décaissement à la conception du programme, ce taux représentera 20% des prévisions. Mais à la date de la mission, **le taux de décaissement est jugé très insatisfaisant.**

103. **Contrepartie du gouvernement.** Cette contrepartie constitue la contribution du gouvernement au financement du programme et porte sur le paiement des taxes et l'acquisition des moyens de fonctionnement nécessaires à la mise en œuvre du Programme (carburants, équipements et matériel) ainsi que sur la contribution du FDR. A la date de la mission, cette contribution représente 4,73% des prévisions globales du plan de financement du Programme et 7,8% des prévisions pour les 4 premières années de sa mise en œuvre. Le niveau d'exécution de la contribution du gouvernement est donc jugé **modérément insatisfaisant**. La mission a toutefois relevé qu'avec les marchés en cours et les engagements sur le PTBA 2015, ce taux atteindrait 19,3% à la fin de 2015, soit 32,4% par rapport aux prévisions. La recommandation de la dernière mission concernant l'insertion de la contribution du gouvernement par catégorie de dépenses et par composante dans le système de gestion financière a été prise en considération.
104. **Contribution des bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires est estimée dans le plan de financement du programme à 28,254 MDH, soit 8,5% du coût total du projet. Il est à noter qu'au niveau du système de gestion financière de l'UGP, la contribution des bénéficiaires n'est pas prise en compte. Un modèle financier qui englobe cette contribution pour la composante 1 « développement des filières agricoles » a été élaboré. Ce modèle sera étendu aux autres composantes.
105. **Décaissements par catégorie sur le prêt et le don du FIDA.** Les décaissements par catégorie de dépenses<sup>12</sup> conformément à l'annexe 2 de l'accord de prêt FIDA concernent les catégories 1 (aménagement et travaux) avec 1%, catégorie 3 (équipements et matériels) avec 1% et catégorie 8 (études) avec 6%.
106. **Décaissements par composante**<sup>13</sup>. Le montant à décaisser sur le prêt FIDA (25,1 MDH) est décliné par composante comme suit : composante I « Appui au développement des filières agricoles » (14,1%); composante III « Renforcement des capacités locales » (2,5%) et composante IV « Coordination et gestion du projet » (20,6%).
107. **Concordance des allocations budgétaires avec les PTBA.** Le tableau ci-après résume les montants alloués par l'Etat par rapport aux montants demandés par le projet (en MDH)

Montants des crédits	2011	2012	2013	2014	2015
1. Demandés par le projet	39,56	51,17	59,99	106,40	110,09
2. Alloués par l'Etat	39,56	51,17	65,36	112,60	80,78
- Alloués/demandés	100%	100%	109%	106%	73%

108. Il en ressort que le pourcentage des montants alloués par l'Etat par rapport aux montants demandés par le projet est passé de 100% en 2011 à 73% en 2015, mais que ce pourcentage augmentera avec la délégation de la deuxième tranche du FDR. La cohérence entre les crédits demandés dans le cadre des PTBA et les crédits alloués est jugée **satisfaisante**.
109. **Récapitulation de la situation financière du projet.** La synthèse des principaux indicateurs financiers du projet est retracée dans le tableau suivant (en MDH).

Montants des crédits	2011	2012	2013	2014	2015
1. Demandés par le projet	39,56	51,17	59,99	106,40	110,09
2. Alloués par l'Etat	39,56	51,17	65,36	112,60	80,78
3. Engagés par l'UGP	3,29	42,89	60,23	103,27	78,35
4. Payés par le trésor	0,26	0,27	1,99	27,86	0,00
- Alloués/demandés	100%	100%	109%	106%	73%
- Engagés/alloués	8%	84%	92%	92%	98%
- Payés/engagés	8%	0,6%	3%	27%	0%

<sup>12</sup> Source IFAD mars 2015<sup>13</sup> Source UGP, mars 2015.

110. En définitive, la **concordance entre le PTBA** et les allocations budgétaires effectives pour l'exercice sous revue (106%) et entre ces dernières et les réalisations en termes d'engagements (98%) est **satisfaisante**.
111. **Etats certifiés de dépenses.** La revue par la mission des états certifiés de dépenses confirme la bonne tenue de ces dernières. Les justificatifs sont disponibles.
112. **DRF en instance.** Trois demandes de remboursement (dont une sur le Don FIDA), sont en instance de traitement au FIDA pour un montant de 16,592 millions MAD et une DRF d'un montant de 6,6 MDH est en instance de préparation des ECD.
113. **Respect des dispositions de l'accord de financement.** Les dispositions de l'Accord de financement sont respectées. A ce niveau, le degré de mise en œuvre est **satisfaisant**.
114. **Passation des marchés.** L'UGP a engagé 43 marchés, 5 conventions et 6 bons de commande pour un montant total de 129 MDH. 22 marchés ont fait l'objet d'un examen préalable du FIDA pour non objection. La mission a passé en revue un échantillon de marchés/contrats et bons de commande et a constaté la bonne appropriation par l'UGP de la procédure de passation des marchés. Compte tenu de ce qui précède, la conformité de la passation des marchés par rapport aux procédures nationales et du FIDA est **satisfaisante**.
115. **Gestion des contrats.** Les paiements effectués sont conformes à l'état d'avancement physique et financier et aux modalités de paiement stipulées dans les contrats.
116. **Registre des contrats.** La tenue des registres de gestion ainsi que les informations requises sur les marchés passés sont à jour et conformes au modèle du FIDA. L'archivage des dossiers est bien fait et leur consultation peut être faite à tout moment.
117. **Audit des comptes.** L'audit externe du programme pour l'exercice 2013 a été réalisé par l'IGF dans les délais. Le rapport d'audit avait formulé des observations d'ordre organisationnel (faible implication et appropriation du projet par certains agents de la DPA), de suivi (situations de suivi de l'exécution physique insuffisamment documentées) et d'ordre financier (ordonnancement tardif des dépenses et retard dans la présentation des demandes de remboursement). Ces observations ont été prises en compte. Toutefois, le rapport d'audit ne présente pas les états financiers conformément aux modèles demandés par le FIDA. Le niveau d'exécution est donc **moyennement satisfaisant**.
118. **Recommandations.** Le tableau suivant récapitule les recommandations sur les aspects financiers.

Mesures convenues	Echéance	Responsables
1. Accélérer le rythme d'exécution du programme pour améliorer à court terme le taux de décaissement	Mai 2015 puis continu	UGP, SMOP et SVA
2. Assurer la transmission régulière et dans les délais des DRF au FIDA	Juin 2015, puis continu	UGP et DB
3. Echanger régulièrement les informations sur le traitement des DRF entre l'UGP, le MAPM, le MEF et le FIDA	Mai 2015 puis continu	UGP, MAPM, MEF et FIDA
4. Transmettre régulièrement les rapports d'activité semestriels au FIDA	Juillet 2015, puis chaque semestre	DPA, UGP

## F. Durabilité

119. **Durabilité institutionnelle.** Il faut tout d'abord souligner que le programme s'inscrit dans le cadre des stratégies du gouvernement sur le long terme en matière de lutte contre la pauvreté, de développement agricole et rural, notamment dans les zones de montagne, et de renforcement des capacités des agriculteurs (Initiative nationale de développement humain, Plan Maroc vert- pilier II, stratégie de développement rural et stratégie de conseil agricole). Ce qui implique, d'une part, que des synergies et convergences d'action entre les institutions chargées de la mise en œuvre de ces stratégies et le programme sont constamment recherchées, et d'autre part, que la continuité des interventions sera assurée par ces structures, au-delà de la période d'exécution du programme. En outre, le programme est fondé sur l'organisation systématique des bénéficiaires en associations, groupements, coopératives et organisations de second degré (GIE, fédérations), légalement constituées et officiellement agréées, pour mettre en œuvre les activités. Ces institutions bénéficient de programmes de

formation pour le renforcement de leurs capacités en organisation, gestion et conduite des opérations. Par conséquent, la durabilité institutionnelle est jugée **relativement satisfaisante**.

120. **Durabilité sociale (autonomisation).** Le renforcement des capacités des OPA en matière d'organisation, de gestion, de négociation et d'accès aux marchés, constituent des gages de durabilité des investissements engagés par le programme. Les unités de valorisation qui seront gérées par des coopératives et des GIE sont également un gage de durabilité pour la transformation et le conditionnement des produits des filières. La création des AUEA et le renforcement de leurs capacités sont de nature à garantir la prise en charge de la gestion des périmètres aménagés. En ce qui concerne l'élevage, les expériences menées dans le pays dans la constitution des groupements de petits éleveurs avec l'appui de l'ANOC ont démontré leur pertinence et leur importance dans l'organisation du secteur. De plus, la mise en œuvre de l'approche participative permet une implication des bénéficiaires dans toutes les phases de réalisation des actions de développement des filières. On note toutefois que les organisations de producteurs restent encore fragiles et qu'elles nécessitent encore du renforcement de capacités dans les domaines de la gestion. Par conséquent, le degré d'autonomisation est jugé **modérément satisfaisant**.
121. **Durabilité économique et financière.** Les actions prévues par le programme en termes d'investissements physiques, de formation et d'accompagnement pour le développement des filières appuyées, à l'amont et à l'aval, auront pour résultat une amélioration consistante et durable des revenus des bénéficiaires. Les actions prévues au niveau de la composante II « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER » en particulier, sont de nature à pérenniser les projets des promoteurs et à capter de la valeur ajoutée à travers la valorisation, générant ainsi des revenus supplémentaires durables pour les ménages ruraux, notamment pour les femmes. Ces actions constituent des gages de durabilité économique sociale. De plus, les mécanismes de financement des petits agriculteurs et de leurs coopératives, mis en place par le MAPM et le Crédit agricole du Maroc, par le biais d'une institution financière spécifique, entièrement dédiée à ces catégories d'acteurs économiques<sup>14</sup> pour le financement de leurs investissements propres au niveau de leurs exploitations et des unités de valorisation, constituent un gage de durabilité économique et financière. Toutefois, et afin d'élargir l'accès au financement des agriculteurs, un effort de coordination devra être entrepris entre la direction du programme et la représentation provinciale de ladite institution pour identifier les besoins et aider les agriculteurs, les coopératives et les GIE à présenter des demandes de financement pour des projets viables.
122. **Durabilité technique.** La qualité technique des réalisations effectuées dans le cadre du projet, la perspective de mise en place d'équipes-métiers pour la fourniture de prestations techniques aux agriculteurs, à l'instar de ce qui s'est fait dans le PDFAZMH, ainsi que le renforcement des structures de conseil agricole de proximité constituent des gages de durabilité technique de ces investissements.
123. **Durabilité environnementale.** La mise en œuvre du programme prend en ligne de compte les impératifs de préservation de l'environnement et des ressources naturelles. Ainsi, la réalisation des aménagements hydro-agricoles, l'amélioration des techniques d'irrigation, le renforcement des capacités des AUEA, contribueront à améliorer la gestion rationnelle de l'eau et à préserver les ressources hydriques. Les nouvelles plantations contribuent à mieux fixer le sol et donc à lutter contre l'érosion. La réhabilitation des vergers, en développant les bonnes pratiques de conduite des vergers (fertilisation organique et minérale raisonnée, utilisation rationnelle des produits phytosanitaires) sont de nature à limiter les impacts environnementaux. Les unités de valorisation prévues dans le cadre du programme pour le développement des filières n'auront aucun impact environnemental négatif ; bien au contraire, pour la filière amande, l'activité de concassage aura un impact environnemental positif dans la mesure où les coques seront utilisées comme source d'énergie en remplacement du bois.
124. **Participation des bénéficiaires.** La mission a constaté une différenciation de la participation des bénéficiaires selon les activités. Ainsi, si pour la filière miel on constate une bonne participation, pour les filières olives et amandes ainsi que pour les activités d'aménagement,

<sup>14</sup>La société financière de développement agricole, plus connue sous son nom commercial de Tamwil Al Fallah.



cette participation se limite à la mise à disposition des terrains nécessaires. En conséquence, la mission juge cette participation **moyennement satisfaisante**.

125. **Qualité des prestataires de services.** Les réunions tenues et les entretiens effectués avec un certain nombre de prestataires de services ont montré une bonne adaptabilité de ces prestataires par rapport aux prescriptions de la direction du programme, notamment en ce qui concerne les plantations, les aménagements hydro-agricoles et les aménagements de points d'eau en cours. La mission a donc jugé cette adaptabilité comme **satisfaisante**.
126. En définitive, l'appréciation des effets de la mise en œuvre du projet sur la **durabilité**, en tenant compte de l'ensemble des paramètres ci-dessus décrits, est **globalement moyennement satisfaisante**.
127. **Potentialités de reproduction à une plus grande échelle.** Comme rappelé dans ce qui précède (paragraphe 133), le Programme s'inscrit dans les quatre stratégies principales du MAPM (INDH, PMV, pilier II, stratégie de développement des zones de montagne et stratégie de conseil agricole). L'ensemble des actions qui sont engagées ou qui le seront dans un proche avenir, sont de nature à réaliser les objectifs recherchés en matière de développement des zones de montagne, dans la mesure où elles sont caractérisées par leur diversité, leur complémentarité, la recherche de synergies de financement entre différents opérateurs de développement et la combinaison d'une approche de développement de filières (notamment à l'aval de la production) et d'une approche intégrant des activités d'infrastructure et de gestion rationnelle des ressources naturelles. Ces caractéristiques en font un projet susceptible d'être largement reproduit dans d'autres zones similaires. La mission juge donc le potentiel de reproduction et d'élargissement comme **satisfaisant**.
128. **Désengagement du programme.** L'élaboration d'une stratégie de désengagement n'étant prévue que pour la quatrième phase du programme, celle-ci n'a pas encore été établie. Toutefois, on note que les activités menées jusqu'à présent sont de nature à faciliter le désengagement du Programme. Ainsi, la création et le renforcement des capacités des groupements, coopératives et GIE, ainsi que l'appui des partenaires pour leur accompagnement sont de nature à garantir une prise en charge par les bénéficiaires du développement des filières concernées après la phase d'investissement du programme. Par ailleurs, le programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie à long terme de développement agricole et rural du Maroc et dans le cadre de la stratégie de conseil agricole, ce qui constitue un gage de pérennisation post-programme (voir ci-dessus, section durabilité). A ce stade de la mise en œuvre du programme, le degré d'exécution est **moyennement satisfaisant**.

## G. Impacts

129. Les actions engagées par le projet pour le développement des filières agricoles à l'amont et à l'aval ainsi que les actions transverses auront des impacts directs sur les conditions et le niveau de vie des populations ciblées. Compte tenu de l'état d'avancement des réalisations, il est trop tôt pour mesurer ces impacts, mais on peut d'ores et déjà constater un certain nombre de résultats : i) une demande croissante formulée par les populations pour certaines actions (PMH, plantations) ; ii) une dynamique d'organisation des agriculteurs en coopératives et GIE ; et iii) une participation des femmes dans les activités du programme.

## H. Conclusion

130. Le programme, qui en est à sa quatrième année de mise en œuvre, est caractérisé par des réalisations satisfaisantes à l'amont des trois filières (les deux filières arboricoles et la filière miel), mais connaît un retard en matière de mise en œuvre des activités de développement de la filière viande ovine/caprine, de travaux de PMH et de réalisation des unités de valorisation des produits. La gestion et la coordination du programme sont satisfaisantes et l'équipe qui est chargée d'en assurer la mise en œuvre (Directeur, chef de l'UGP, services de la DPA et assistance technique) déploient des efforts appréciables. Toutefois, le programme connaît un important retard en matière de décaissements, dont le taux par rapport au montant du financement FIDA n'est que de 1,07%.
131. Afin de garantir la réalisation des objectifs du programme, le FIDA et la partie marocaine sont d'accord sur les mesures convenues, les échéances et les responsabilités de mise en œuvre,

telles qu'elles sont fixées dans les tableaux récapitulatifs des recommandations figurant dans le présent rapport, notamment pour les mesures prioritaires suivantes:

- Accélérer le rythme des réalisations du programme pour améliorer le taux de décaissement à court terme, assurer la transmission des DRF au FIDA, suivre leur traitement et établir un système d'échange d'informations à ce sujet entre l'UGP, le MAPM, le MEF et le FIDA ; échéance : mai 2015, puis continu.
  - Accélérer notamment la réalisation des travaux de PMH ; échéances : mai et juillet 2015
  - Arrêter les choix définitifs en ce qui concerne les unités de valorisation à réaliser, en finaliser les études de faisabilité, afin d'en engager la mise en place; échéances : septembre, octobre, décembre 2015, selon les filières ;
  - Signer le plus tôt possible la convention de partenariat avec la DREFLCD et la DRETL pour l'engagement des actions de CES et de pistes; échéance : mai 2015 ;
  - Valider les plans de développement de filières avec l'ensemble des parties prenantes ; échéance : mai 2015 ;
  - Etablir un avenant au marché d'assistance technique pour augmenter la durée de mobilisation des profils requis; échéance : juillet 2015 ;
  - Engager le plus tôt possible les contacts avec l'IGF pour effectuer dès que possible l'audit du programme et en transmettre le rapport avant le 30 juin 2015 ;
  - Renforcer l'accompagnement des agriculteurs en matière d'adoption des itinéraires techniques élaborés par l'assistance technique ; échéance : mai 2015, puis continu ;
  - Développer un partenariat tripartite entre l'UGP, l'Institut technique agricole de Oued Amlil et la maison familiale rurale des Béni-Snassen pour la constitution et la formation d'équipes- métiers à organiser en coopératives pour des prestations de services agricoles aux agriculteurs de la zone du programme, à l'instar de l'expérience réussie dans ce domaine dans la zone du projet de développement des filières agricoles des zones montagneuses de la province d'Al Haouz (PDFAZMH);échéance : juillet 2015 ;
  - Etablir un plan d'action pour la gestion des savoirs générés par le programme et une stratégie de communication autour de ses résultats ; échéance : décembre 2015 ;
  - Organiser des visites d'échange d'expériences et des ateliers de réflexion avec le PDFAZMH ; échéance : juillet 2015, puis périodiquement.
132. La revue à mi-parcours étant prévue vers fin 2015-début 2016, l'UGP devra dès à présent : i) collecter toutes les données nécessaires pour évaluer les indicateurs de résultats (effets et impacts) du programme pour les activités engagées ; ii) approfondir la réflexion sur la base des résultats des études de faisabilité finalisées, des expériences, des résultats acquis et des recommandations de la mission de supervision pour, le cas échéant, procéder à d'éventuels réaménagements dans la programmation des activités et aux réallocations de fonds nécessaires ; et iii) élaborer une stratégie de désengagement du programme.
133. Le FIDA et le Gouvernement du Royaume du Maroc approuvent les conclusions de la mission de supervision.

## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

### A. Faits essentiels

Pays	Maroc	No. du projet	1525	No. du prêt/don DSF	831
Projet	Agricultural Value Chain Development Programme in the Mountain Zones of Taza Province			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	15/12/2014				
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	3		
Dernière Supervision	29/05/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	07/12/2013		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/12/2010			Coût total	39.25	
Accord	15/03/2011	Délai d'entrée en vigueur	9.1	FIDA Total	22.98	
Entrée en vigueur	13/09/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	22.48	1.07
Premier décaissement	13/03/2014			Don DSF		
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA	0.50	0
Achèvement initial	30/09/2018	Dernier audit	31/05/2013	Financement national total	16.27	
Achèvement	30/09/2018			Bénéficiaires	3.35	0
Clôture initiale	31/03/2019			Gouvernement (National)	12.92	4.73
Clôture	31/03/2019			Cofinancement total externes		
Nbre de prolongations	0					

### B. Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	5
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	1	2. Exécution du S&E	5	5
3. Fonds de contrepartie	4	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de financement	4	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	5	5	5. Lutte contre la pauvreté	4	5
6. Qualité et ponctualité des audits	4	4	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	4	5
			8. Prise en compte du climat et de l'environnement	4	5
B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle

1. Appui au développement des filières agricoles	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Appui au développement du financement de proximité et à la promotion d'AGR et de PMER	3	4	2. Autonomisation	4	4
3. Renforcement des capacités locales et appui institutionnel	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	5	5

#### B.5 Justification des notes

Avec les PPDF et les activités menées au niveau des filières agricoles, le degré d'exécution est **satisfaisant** pour les filières végétales (olive et amande) et pour la filière apicole mais **moyennement satisfaisant** pour la filière viande rouge (ovin/caprin) car malgré la signature de la convention avec l'ANOC, les groupements ne sont pas encore en place. Le niveau d'exécution du volet PMH est satisfaisant. Le niveau d'exécution de la composante « Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER » accuse du retard et reste **moyennement satisfaisant**. Pour le renforcement des capacités et l'appui institutionnel, le niveau d'exécution de cette composante est **moyennement satisfaisant** dans la mesure où le projet a fourni un effort cette année en matière de formation et d'accompagnement des agriculteurs et des OPA et engagé les conventions pour l'alphabétisation. Pour le ciblage, genre et intégration des femmes, des résultats appréciables ont été obtenus malgré les contraintes sociologiques de la zone, d'où un niveau d'exécution satisfaisant. L'exécution au niveau gestion et coordination est satisfaisante dans la mesure où l'équipe du projet est compétente et efficace et où une bonne coordination existe entre toutes les structures concernées. Le taux de décaissement est très bas en raison des retards dans l'exécution des travaux et est donc très insatisfaisant.

## D. Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	2	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et de la résilience climatique	4	5
C.4 Avancement global de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

#### Justification des notes sur l'avancement global de l'exécution

Mis à part le taux de décaissement qui reste très faible en raison du retard dans le lancement des travaux de PMH et de construction des unités de valorisation à l'aval des filières, les aspects fiduciaires sont bien maîtrisés et la coordination du Programme est bien assurée. Le système de suivi-évaluation installé est performant. Le ciblage et le genre (intégration des femmes) sont pris en compte dans la mise en œuvre du programme malgré des contraintes sociologiques. Par ailleurs, toutes les activités du Programme sont de nature à améliorer la résilience des bénéficiaires par rapport aux changements climatiques et à préserver les ressources naturelles et l'environnement.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

#### Justification des notes sur les objectifs de développement

La probabilité de réalisation des objectifs du projet s'est améliorée. La qualité de la participation des bénéficiaires s'est également améliorée grâce à la démarche participative menée dans le cadre de la mise en œuvre du programme et aux améliorations enregistrées en amont des filières olives, amandes et miel. Les réalisations en matière de renforcement des capacités, d'organisation des producteurs, de partenariat, ainsi que la qualité des prestataires de services permettront d'atteindre les objectifs de développement.

C.6 <b>Risques.</b> Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats	
Aspects fiduciaires	Risque faible en ce qui concerne les allocations budgétaires qui sont suffisantes, avec toutefois des retards importants dans les décaissements du prêt en raison des retards dans le lancement des travaux de PMH et de construction des unités de valorisation. Néanmoins, avec le lancement prochain de ces travaux, ce taux connaîtra une nette amélioration d'ici la fin de l'année.
Avancement de l'exécution du projet	Risque faible en raison de la qualité et de l'engagement de l'UGP, de la qualité des prestataires de service et de l'engagement des partenaires au projet
Produits et réalisations	Pas de risque en amont mais risque moyen au niveau de l'aval des filières olivier et amandier, dans la mesure où les conditions qui prévalaient à la conception du projet (type d'unités et dimensions) ont changé.
Durabilité	Risque faible, sauf pour les activités à l'amont, en raison de la faible implication des bénéficiaires dans l'entretien des plantations,

## F. Suivi proposé

Question/problème	Mesure recommandée	État de	État
-------------------	--------------------	---------	------

		calendrier	d'avancement
Composante développement des filières	A l'amont, accélérer la cadence de réalisation des travaux de PMH ; A l'aval, revoir le type d'unités et leur dimensionnement pour s'adapter aux nouvelles données et orientations en matière de valorisation des productions végétales.	Mai 2015  A la revue à mi-parcours (2016)	
Gestion administrative du Programme	Etablir l'avenant pour la mobilisation des profils requis au niveau de l'assistance technique à l'UGP Evaluer trimestriellement les performances du personnel de l'AT	Juillet 2015  Juin 2015, puis chaque 3 mois	
Suivi-évaluation	Collecter les données nécessaires pour évaluer les premiers résultats (effets) des activités du Programme	Mai 2015	
Décaissements	Accélérer le rythme d'exécution du projet pour améliorer à court terme le taux de décaissement  Assurer la transmission régulière et dans les délais des DRF au FIDA et échanger régulièrement les informations sur leur traitement entre l'UGP, le MAPM, le MEF et le FIDA	Mai 2015, puis continu  Mai 2015, puis continu	

#### Observations supplémentaires

## Appendice 2 : Cadre logique axé sur les résultats

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Objectif principal:</b>			
Contribuer, dans le cadre du PMV, à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance durable des revenus des femmes, des hommes et des jeunes ruraux pauvres, associées à une gestion durable des ressources naturelles, qui constituent la base de leur survie.	A l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté. A l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés.	Enquêtes SYGRI sur accumulation des biens et malnutrition des enfants au démarrage, à la mi-parcours, et l'achèvement du programme	H. Intégration au PMV et synergie avec les Programmes nationaux et sectoriels
<b>Objectif de développement du Projet/Programme:</b>			
L'objectif de développement du Programme est de diversifier et valoriser durablement les productions agricoles par la reconversion des superficies des céréales vers des filières plus adaptées et plus rentables, parmi celles identifiées dans le cadre du Plan Agricole Régional.	Le revenu moyen de l'exploitation agricole de la zone du projet a augmenté de 15% à la fin du projet. Nombre d'AGR et de PMER fonctionnelles à mi-parcours et à l'achèvement du Programme. Au terme du projet, 50% des organisations de base sont fonctionnelles et viables.	Statistiques agricoles de la DRA Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	H. Les bénéficiaires du projet visent bien le groupe cible. H. Les ressources humaines sont qualifiées pour la mise en œuvre des composantes du programme.
<b>Produits:</b> 1.1. Les filières de production arboricole sont développées en remplacement de la céréaliculture extensive et par la réhabilitation et l'intensification des plantations existantes et l'amélioration de la valorisation des produits. 1.2. Les filières viande rouge et miel sont développées. 1.3. Les périmètres irrigués réhabilités sont gérés rationnellement par les communautés. 1.4. Les pistes rurales et les réseaux d'AEP réalisés/aménagés sont régulièrement entretenus et gérés rationnellement.	30% des exploitations ont adopté les technologies recommandées. 50% des agriculteurs ont enregistré une augmentation des rendements d'olives d'au moins 30% en bour et 25% en irrigué. Augmentation de la production de viande et de miel de 20% et 200% respectivement. Nombre de coopératives apicoles fonctionnelles. Nombre de produits labellisés et quantité exportée. Au terme du projet, 75% des périmètres irrigués retenus ont été réhabilités et sont gérés efficacement par des AUEA. Au terme du projet, 75% des pistes et des réseaux d'AEP retenus sont réalisés et gérés efficacement.	Enquêtes statistiques sur les rendements Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	H. Moyens humains suffisants pour l'encadrement des petits agriculteurs. R. Sécheresse sévit sur plusieurs années.

Synthèse	Indicateurs clé de performance	Moyens de vérification	Hypothèses (H) / Risques (R)
<b>Produits:</b> 2.1. Le financement des petits agriculteurs, des femmes et des jeunes fonctionne à travers la SFDA et les AMC. 2.2. L'appui pour la création d'AGR et de PMER est renforcé à travers le soutien du PDFAZMT et des institutions de financement à la création et au développement de ces activités et entreprises.	Au terme du projet, au moins 50% des petits agriculteurs obtiennent des financements adaptés. A l'achèvement du Programme, au moins 30% des femmes et des jeunes ciblés ont bénéficié d'un microcrédit. 50% des PMER et des AGR créées sont opérationnelles au terme du projet. Au moins 5% des promoteurs d'AGR accèdent au statut de micro entreprise et bénéficient du programme Moukawalati.	Rapports trimestriels des agences SFDA et de l'AMC Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	R. Remboursement insuffisant des prêts. H. Les promoteurs de projets sont bien encadrés par les fournisseurs de crédit.
<b>Produits:</b> 3.1. Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions impliquant les différents acteurs concernés est opérationnel. 3.2. La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcée.	À la fin de la première année du projet, les quatre PPDF sont élaborés avec la participation effective des populations ciblées. À l'achèvement du projet, 50% des bénéficiaires, dont au moins 30% de femmes, sont affiliés à des organisations fonctionnelles. 10% des organes d'administration des organisations comportent des femmes. A l'achèvement du projet, le taux d'alphabétisation a augmenté de 20% chez les femmes et de 10% chez les hommes. Au terme du projet, au moins 50% des organisations de base sont opérationnelles.	Fiches de suivi Evaluation par les bénéficiaires Rapport annuel sur les indicateurs SYGRI	R. Faible mobilisation des femmes en raison du poids des règles traditionnelles et du nombre limité des animatrices rurales. H. Constitution et agrément des associations et coopératives dans les temps prévus.
<b>Produits:</b> 4.1 La gestion des activités du Programme est effective. 3.6. Le système de suivi-évaluation des activités du Programme est opérationnel.	L'UGP est opérationnelle à la fin du premier trimestre de l'année du projet. 50% des indicateurs de S&E des effets et de l'impact sont utilisés à l'étape de mi-parcours et 70% au terme du projet.	Rapport de supervision Rapport d'examen à mi-parcours et de clôture	R. Retards dans l'engagement du marché d'A.T. R. Faibles compétences des Spécialistes-matière

## Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans des délais convenus

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables
<b>I. Composante I «Appui au développement des filières agricoles»</b>		
<b>Sous-composante 1 : Filière olives</b>		
1. Faire valider le PPDF par les bénéficiaires et les partenaires	Mai 2015	UGP et SMOP
2. Prévoir dans le PTBA de 2016 les 183 ha restants pour l'extension et la totalité des formations, visites et voyages d'études	Juin 2015	UGP, SMOP et SVA
3. Accompagner les bénéficiaires des périmètres de réhabilitation	Mai 2015	UGP et SMOP
4. Constituer les groupements professionnels prévus à travers la possibilité d'une convention avec la FédAM	Mai 2015	UGP et SMOP
5. A mi-parcours envisager la réaffectation des budgets prévus pour les unités de mise en bouteille et de stockage d'huile d'olive à la construction de l'unité de conserve d'olive de table.	Revue à mi-parcours	UGP et SMOP
6. A mi-parcours, envisager la mise en place d'une unité de conserve d'olive traditionnelle au lieu de 3 unités.	Revue à mi-parcours	UGP et SMOP
7. Réaliser les études de faisabilité pour l'unité de conserve d'olive de table et pour l'unité de conserve d'olives traditionnelle	Octobre 2015	UGP et SMOP
8. A mi-parcours, réaffecter les budgets des bassins de stockage des margines pour consolider les autres activités du programme (unité de conserve d'olive de table)	Revue à mi-parcours	UGP et SMOP
<b>Sous-composante 2 : Filière amandes</b>		
9. Organiser l'atelier de validation du PPDF par les bénéficiaires et les partenaires	Mai 2015	UGP et SMOP
10. Prévoir dans le PTBA de 2016 la plantation des 697 ha restants pour l'extension	Juin 2015	UGP et SMOP
11. Prévoir le transfert des fonds de la réhabilitation vers l'extension après non objection du FIDA	Mai 2015	UGP et SMOP
12. Entamer les contacts avec la FédAM et la fédération nationale des producteurs d'amandes	Mai 2015	UGP et SMOP
13. Envisager lors de la revue à mi-parcours, la réaffectation du budget prévu pour la mise en place des 4 unités de concassage d'amandes au profit d'une seule unité	Revue à mi-parcours	UGP et SMOP
14. Activer la réalisation de l'étude de faisabilité technico-économique de ladite unité	Septembre 2015	UGP et SMOP
<b>Sous-composante 3 : Filière viande ovine et caprine</b>		
15. Valider le PPDF avec les bénéficiaires et les partenaires.	Mai 2015	UGP et SMOP
16. Donner l'ordre de service de commencer les prestations à l'ANOC	Avril 2015	SMOP
17. Engager les formations juste après la constitution des groupements	Décembre 2015	UGP, SVA et ANOC
18. Elaborer l'étude de faisabilité du centre d'engraissement	Décembre 2015	UGP
19. Intégrer la plantation d'arbustes fourragers dans un package comprenant les activités à réaliser par l'ANOC	juillet 2015	UGP et ANOC
<b>Sous-composante 4 : Filière miel</b>		
20. Valider le PPDF de la filière avec les bénéficiaires et les partenaires	Juin 2015	UGP et SMOP
21. Organiser les stages d'apprentissage pour les membres des coopératives	Mai 2015	UGP et SVA
22. Acheter la création des AGR restantes	Décembre	UGP et SMOP
23. Programmer le traitement contre la varroase et la teigne des 500 ruches programmées dans le costab.	Mai 2015	UGP, SMOP et GIE
24. Réaliser des formations pratiques des membres des GIE dans les domaines de production, valorisation, labellisation, qualité et commercialisation et organiser des voyages d'études	3 <sup>ème</sup> trimestre 2015	UGP, SMOP, SVA
25. Accélérer le processus d'identification et d'aménagement des locaux des unités d'extraction de miel	Décembre 2015	UGP et SMOP
26. Lancer la 3 <sup>ème</sup> phase de validation et de contractualisation avec les GIE des actions identifiées dans le PPDF	3 <sup>ème</sup> trimestre 2015	UGP et SMOP
27. Ne mobiliser le spécialiste en marketing et commercialisation qu'une fois les unités de valorisation mises en place.	1 <sup>er</sup> trimestre 2016	UGP et SMOP
<b>Infrastructures en appui au développement des filières</b>		



Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables
29. Compléter les dossiers des PI par des informations concernant la superficie totale irrigable et irriguée, la liste des bénéficiaires, les plans de mise en valeur.	Juillet 2015	UGP et SMOP
30. Activer le commencement des travaux concernant les 12 marchés d'aménagement hydro-agricole	Mai 2015	UGP et SMOP
31. Activer le lancement des AO des 8 lots d'aménagement hydro-agricole pour l'élaboration des marchés et le démarrage des travaux	Juillet 2015	UGP et SMOP
32. Appuyer l'assistance technique pour le contrôle et la supervision des travaux	Mai 2015	UGP et SMOP
33. Poursuivre la finalisation des études et le lancement des AO des travaux d'AEP.	Mai 2015	UGP, SMOP et ONEEP
34. Tenir une réunion avec la DRETL pour accélérer la signature de la convention de partenariat sur les pistes	Mai 2015	DRA, UGP et DPETL
35. Améliorer les impluviums des bassins semi-enterrés par des enrochements adéquats, par la construction de murettes, guideaux et de gabions de protection	Mai 2015	UGP et SMOP
36. Prévoir un déversoir et/ou trop-plein au niveau du regard de décantation du bassin	Mai 2015	UGP et SMOP
37. Augmenter le nombre de puits à l'entrée du bassin	Mai 2015	UGP et SMOP
38. Protéger les ouvrages contre les eaux de crue	Mai 2015	UGP et SMOP
<b>CES</b>		
39. Tenir une réunion avec la DREFLCD pour accélérer la signature de la convention relative aux actions de CES	Mai 2015	DRA, UGP, DREFLCD
<b>II. Composante II : Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER</b>		
40. Accélérer l'aboutissement des deux études sur les besoins en financement et les potentialités de création d'AGR et de PMER	Juin 2015	UGP
41. Sensibiliser les agriculteurs sur les dispositions en vigueur en matière de financement et les aider à préparer leurs demandes de financement	Fin juillet 2015	UGP
42. Mobiliser rapidement le spécialiste en financement rural et AGR/PMER	Mai 2015	UGP
43. Tenir rapidement une réunion avec le chef de la division des affaires sociales de la province, avec l'agence de développement social et avec l'agence pour le développement des provinces du nord pour étudier la possibilité de financement des projets d'AGR et de PMER	juin 2015	DPA, UGP
<b>III. Composante III : Renforcement des capacités et appui institutionnel</b>		
44. Comblé le retard accumulé pendant les années antérieures en matière de formation des agriculteurs et des techniciens	Décembre 2015	UGP, SVA
45. Engager les formations du personnel en matière de ciblage, genre et S/E	Mai 2015	UGP, SVA
46. Elaborer un plan de formation détaillé en fonction des besoins des agriculteurs, OPA et des cadres et techniciens	Septembre 2015	UGP, SVA
47. Lier le programme d'alphabétisation à la création d'activités génératrices de revenus et de petites et moyennes entreprises rurales, notamment au profit des femmes et des jeunes.	Mai 2015	UGP, SVA
<b>Gestion administrative et financière</b>		
48. Etablir l'avenant au contrat d'assistance technique pour la mobilisation des profils requis	Juillet 2015	DPA, UGP
49. Evaluer trimestriellement les performances du personnel de l'AT	Juin 2015, puis chaque 3 mois	DPA
<b>Suivi-évaluation</b>		
50. Engager les enquêtes pour l'évaluation des indicateurs d'effets du Programme	Mai 2015	UGP
51. Activer la mise en place du SIG pour les réalisations du Programme	Septembre 2015	UGP (SE)
<b>Ciblage des bénéficiaires</b>		
52. Sensibiliser les OPA pour que les femmes soient représentées dans leurs organes de décision	Décembre 2015	UGP, SVA
53. Dispenser la formation genre et ciblage à tout le personnel chargé de la mise en œuvre du Programme et établir une stratégie et un plan d'action dans ces domaines	Mai 2015	UGP, SVA
<b>Gestion des connaissances/innovation</b>		
54. Elaborer une stratégie de communication autour des réalisations, innovations et savoirs générés par le programme (site web, articles de presse, film)	Décembre 2015	UGP

<b>Partenariat</b>		
55. Tenir deux réunions au niveau régional avec les eaux et forêts et l'Equipement pour signer les deux conventions pour la CES et les pistes	Mai 2015	DRA
56. Conclure un partenariat tripartite avec l'ITA de Oued Amlil, la Maison Familiale Rurale de Béni-Snassen et le Programme pour la formation d'équipes-métiers agricoles	Juillet 2015	DPA, UGP et SVA
57. Etablir un plan d'action avec un chronogramme de réalisation et des indicateurs et des modalités de suivi conjoint des conventions	Septembre 2015	DPA, UGP, partenaires
<b>Aspects fiduciaires</b>		
58. Accélérer le rythme d'exécution du programme pour améliorer à court terme le taux de décaissement	Mai 2015, puis continu	UGP, SMOP et SVA
59. Assurer la transmission régulière et dans les délais des DRF au FIDA et en assurer le suivi avec la DB	Juin 2015, puis continu	UGP et DB
60. Echanger régulièrement les informations sur le traitement des DRF entre l'UGP, le MAPM, le MEF et le FIDA	Mai 2015, puis Continu	UGP, MAPM, MEF et FIDA
61. Transmettre régulièrement les rapports d'activité semestriels au FIDA	Juillet 2015, puis chaque semestre	DPA et UGP
<b>Stratégie de désengagement</b>		
62. Elaborer une stratégie de désengagement du projet	Revue à mi-parcours	DP/UGP

## Appendice 4 : Questions financières

### Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Tableau 4 A: Décaissements par bailleur au 31/03/2015 (milles dollars)

Bailleurs	Approuvé	Décaissés	Taux %
Prêt FIDA	22 480	243,37*	1,07
Don FIDA	500	0	0
Gouvernement	12 920	611,11**	4,73
Bénéficiaires	3 350	0	0
<b>Total</b>	<b>39 250</b>	<b>854,48</b>	<b>2,18</b>

(\*) Source FIDA

(\*\*) Source UGP calculés au taux de 1 USD = 8,4 MAD

Tableau 4 B: Décaissements<sup>15</sup> par bailleur et par composante au 31/03/2015 (millions de dirhams) (Source UGP)

	FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%	Prévu	Réalisé	%
I. Appui au développement des filières agricoles.	148,90	21,02	14,1	0,59	0,0	0,0	90,30	4,34	4,8	28,25	0,0	0,0	268,1	25,4	9,5
II. Appui au financement rural et promotion de la PMER	5,42	0,0	0,0	1,18	0,0	0,0	1,61	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,2	0,0	0,0
III. Renforcement des capacités locales	21,00	0,53	2,5	0,0	0,0	0,0	8,89	0,11	1,2	0,0	0,0	0,0	29,9	0,6	2,0
IV. Coordination et gestion du projet.	15,07	2,64	17,5	2,54	0,99	39,0	8,55	0,73	8,5	0,0	0,0	0,0	26,2	4,4	16,8
<b>Total</b>	<b>190,40</b>	<b>24,19</b>	<b>12,7</b>	<b>4,32</b>	<b>0,99</b>	<b>23,0</b>	<b>109,35</b>	<b>5,18</b>	<b>4,7</b>	<b>28,25</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>332,4</b>	<b>30,4</b>	<b>9,1</b>

<sup>15</sup> Y compris les DRF en instance de traitement au FIDA.

**Tableau 4 C: Décaissements du prêt FIDA au 31/03/2015 (DTS) (Source FIDA)**

	Catégories	Allocations initiales	Décaissements réels	en %	Soldes
I	Aménagements et travaux.	7 525 000,00	110 915,95	1,47	7 414 084,05
II	Véhicules	216 000,00	0,00	0,00	216 000,00
III	Equipements et matériels	923 000,00	7 849,00	0,85	915151,00
IV	Formation et animation	1 110 000,00	0,00	0,00	1 110 000,00
V	Appui technique national	1 685 000,00	0,00	0,00	1 685 000,00
VI	Partenariat	429 000,00	0,00	0,00	429 000,00
VII	Contrats et prestation de services	698 000,00	0,00	0,00	698 000,00
VII I	Etudes	680 000,00	39 134,01	5,75	640 865,99
IX	Non alloué.	1 474 000,00	0,00	0,00	1 474 000,00
	<b>Total</b>	<b>14 740 000,00</b>	<b>157898,96</b>	<b>1,07</b>	<b>14 582 101,02</b>

## Appendice 5: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Tableau 5 A : Réalisations physiques par rapport aux prévisions

Composante/sous-composante/action	Unité	Prévisions globales Programme	PTBA 2014			Réalisations cumulées	%
			Prévisions	Réalisations	%		
<b>Composante I développement des filières</b>							
<b>S/C 1: Filière olives</b>							
A/ Etude participative du plan de développement de la filière oléicole (PPDF)	FF	1	0,05	0,05	100%	0,95	95%
B/ Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession	-	-	-	-	-	-	-
1-Appui à la mise en place des groupements (grpmt) ANARBOM	Grpmt	3	2	0	0%	0	0
2 -Appui à la mise en place des coopératives oléicoles	Coop	4	2	2	100%	2	50%
3-Appui à la mise en place de l'union des coopératives oléicoles	Union	1	1	1	100%	1	100%
5-formation sur la gestion des coopératives et associations	FF	1	1	1	100%	1	100%
C/ Renforcement du maillon "production" de la filière	-	-	-	-	-	-	-
1. Extension des plantations	-	-	-	-	-	-	-
a-Visite par les agriculteurs des périmètres d'extension pilotes tranche 1	Voyage	5	4	0	0	0	0
b-Travaux de plantation d'olivier	Ha	2080	2000	1890	95%	1890	91%
c-Mise en place des structures antiérosives des oliveraies en bour, tranche 8	Ha	2080	2000	1890	95%	1890	91%
2-Réhabilitation des oliveraies existantes	-	-	-	-	-	-	-
a-Travaux de réhabilitation des plantations (densification, taille, traitement...) tranche 1	Ha	200	200	200	100%	200	100%
a-Travaux de réhabilitation des plantations (densification, taille, traitement...) tranche 2	Ha	600	600	30	5%	30	5%
Formation en techniques d'oléiculture et céréaliculture	FF	1	1	1	100%	1	100%
d-Accompagnement et suivi de proximité	-	-	-	-	-	-	-
1-Suivi des coopératives pour leur mise à niveau (AG, rapports moraux et financiers)	FF	1	1	1	90%	90%	90%
2-Suivi et accompagnement des coopératives jusqu'à la labellisation	FF	1	1	0	0%	0%	0%
D/ Promotion de la valorisation et de la commercialisation des produits	-	-	-	-	-	-	-

1- Investissement physique pour la création des PMER	-	-	-	-	-	-	-
a-Unité de conserve traditionnelle d'olives de table pour les femmes	Nombre	3	1	0	0	0	0
2-Investissement et formations en hygiène et environnement	-	-	-	-	-	-	-
b-Formation des coopératives en oléotechnie, traçabilité et qualité	FF	1	1	1	100%	1	100%
c-formation sur l'hygiène, la santé et la salubrité des aliments	FF	1	1	1	100%	1	100%
D-formation sur le marketing, le captage de la valeur ajoutée et l'accès aux marchés	FF	1	1	1	100%	1	100%
e-Organisation d'une journée "large public" sur les bienfaits de l'huile d'olive	FF	1	1	1	100%	1	100%
E/ Renforcement des capacités des services	-	-	-	-	-	-	-
1-Formation du personnel des services sur :	-	-	-	-	-	-	-
-Caractéristiques des variétés d'olivier disponibles au Maroc (productivité et qualité)	FF	1	1	1	100%	1	100%
c-Formation sur la traçabilité et déterminants de la qualité des huiles	FF	1	1	1	100%	1	100%
-Techniques d'intensification de l'oléiculture et de la céréaliculture (irrigué et bour)	FF	1	1	1	100%	1	100%
e-Irrigation gravitaire et localisée de l'olivier (productivité et qualité)	FF	1	1	1	100%	1	100%
2-Matériel	-	-	-	-	-	-	-
2-Photocopieur pour le SVA	Unité	1	0	0	0	1	100%
3-GPS pour le SVA	Unité	1	0	0	0	1	100%
F/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation	-	-	-	-	-	-	-
1-Etudes	-	-	-	-	-	-	-
Etudes techniques	Unité	1	1	1	100%	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	Unité	1	1	0	0	0	0
3-Informatique	-	-	-	-	-	-	-
a-Ordinateurs et imprimantes	Unité	1	0	0	0	1	100%
4-Matériel de bureau	-	-	-	-	-	-	-
5- Matériel topographique	-	-	-	-	-	-	-
Traceur	Unité	1	0	0	0	1	100%
6-Formation	-	-	-	-	-	-	-
Voyages d'études	Voyage	5	5	0	0	0	0
Formation de techniciens	FF	1	1	0	0	0	0
8-Formation des associations	FF	1	1	1	100%	1	100%

9- Travaux	-	-	-	-	-	-	-
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	3	3	0	0	0	0
Construction de bassins de stockage	Unité	6	6	0	0	0	0
Revêtement de séguías	Unité	28	28	0	0	0	0
Protection des berges	Unité	400	400	0	0	0	0
H Pistes	-	-	-	-	-	-	-
Etude de pistes (filière oléicole)	FF	1	1	0	0	0	0
I- AEP	-	-	-	-	-	-	-
Etude d'AEP (filière oléicole)	FF	1	1	0	0	0	0
<b>S/C 2: Filière amandes</b>							
A/ Etude participative du PPDF amandier	FF	1	1	0,05	5%	0,95	95%
B-Appui à l'organisation de la profession et de l'interprofession	-	-	-	-	-	-	-
1- Appui à la mise en place des groupements ANARBOM	Grpmt	2	2	0	0	0	0
2-Appui à la mise en place des coopératives d'amandier	Coop	2	2	0	0%	0	0%
3-Appui à la mise en place de l'union des coopératives d'amandier	Union	1	1	0	0	0	0
6- Formation sur la gestion des coopératives et associations tranche 1	Pers. Jour	12	0	0	0	0	0
7-Suivi des coopératives pour leur mise à niveau tranche 1	Pers.jour	12	0	0	0	0	0
C- Renforcement du maillon de production des amandes	-	-	-	-	-	-	-
1- Extension des plantations	-	-	-	-	-	-	-
Visite des agriculteurs aux périmètres pilotes	Voyage	6	6	0	0	0	0
Travaux d'installation d'amandier en bour, tranche 1	Ha	1050	550	410	82%	410	82%
Mise en place des structures antiérosives de l'amandier en bour, tranche 1	Ha	1050	90	90	0%	90	0%
2- Réhabilitation des amandiers existants	-	-	-	-	-	-	-
a-Travaux de réhabilitation des amanderaies, tranche 1	Ha	600	600	200	33%	200	33%
b-Visite des périmètres pilotes de réhabilitation, tranche 1	Voyage	6	3	0	0	0	0
c- Formation des agriculteurs (trices) et jeunes ruraux	-	-	-	-	-	-	-
Formation générale (technico-économique), tranche 1	Pers. Jour	9	3	0	0%	0	100%
Formation sur la conduite technique de l'amandier et des céréales, tranche 1	Pers. Jour	18	3	0	0%	0%	0%
Voyage d'études, tranche 1	Voyage	3	2	0	0	0	0

F/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation: filière amandier	-	-	-	-	-	-	-
1-Etudes	-	-	-	-	-	-	-
Etudes techniques	Unité	1	1	1	100%	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	Unité	1	1	0	0	0	0
4-Matériel de bureau	-	-	-	-	-	-	-
5-Matériel topographique	-	-	-	-	-	-	-
Petit matériel technique	FF	1	0	0	0	1	100%
6- Formation	-	-	-	-	-	-	-
Voyages d'étude	Voyage	9	5	0	0	0	0
Techniciens	FF	1	0	0	0	0	0
Logiciels et formation	FF	1	0	0	0	0	0
8-Formation des associations	FF	1	0	0	0	0	0
9- Travaux	-	-	-	-	-	-	-
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	3	3	0	0	0	0
Construction de bassins de stockage	Unité	6	6	0	0	0	0
Revêtement de séguías	Unité	28	28	0	0	0	0
Protection des berges	Unité	700	700	0	0	0	0
H- Pistes	-	-	-	-	-	-	-
Etude de pistes filière amandier	FF	1	1	0	0	0	0
I- AEP	-	-	-	-	-	-	-
Etude AEP filière amandier	FF	1	1	0	0	0	0
	-	-	-	-	-	-	-
<b>S/C 3: Filière viande ovine et caprine</b>							
A/ Elaboration du plan participatif de développement de la filière	FF	1	1	0,1	10%	0,95	95%
B-amélioration des infrastructures de base	-	-	-	-	-	-	-
Création de points d'eau, tranche 1	Point d'eau	3	3	3	100%	3	100%
Création de points d'eau, tranche 2	Point d'eau	6	3	2	67%	2	67%
Abris anti-neige	Unité	4	4	0,05	5%	0,05	5%
Centre d'approvisionnement en aliments de bétail pour ANOC	Unité	4	4	0	0	0	0



C-Appui à la filière par l'agréateur	-	-	-	-	-	-	-
1-Activités organisationnelles	Unité	4	4	3,5	90%	3,5	90%
2-Activités d'appui technique	Unité	4	4	3,5	90%	3,5	90%
3-Activités de formation	Unité	4	4	3,5	90%	3,5	90%
D-Renforcement du disponible fourrager	-	-	-	-	-	-	-
Renforcement du disponible fourrager par des plantations intercalaires	Ha	400	250	0	0	0	0
E/ Renforcement institutionnel	-	-	-	-	-	-	-
1-Véhicules et équipements pour le bureau de production animale	-	-	-	-	-	-	-
GPS	Unité	2	0	0	0	2	100%
Unités informatiques, tranche 1	FF	1	0	0	0	1	100%
Unités informatiques, tranche 2	Unité	6	0	0	0	6	100%
F/ Formation	-	-	-	-	-	-	-
1-Formation des cadres et techniciens des services techniques	-	-	-	-	-	-	-
Formation pour les ingénieurs	FF	1	1	0	0	0	0
Formation pour les techniciens	FF	1	1	0	0	0	0
G/ PMH et réhabilitation des réseaux d'irrigation	-	-	-	-	-	-	-
1-Etudes	-	-	-	-	-	-	-
Etudes techniques de PMH	Unité	1	1	1	100%	1	100%
Etude géotechnique (y compris analyse de béton)	FF	1	1	0	0	0	0
3-Matériel de bureau	-	-	-	-	-	-	-
4-Formation	-	-	-	-	-	-	-
Voyages d'études	PS	1	1	0	0	0	0
Formation de techniciens	FF	1	1	0	0	0	0
5-Formation des associations	FF	1	1	1	100%	1	100%
6-Travaux	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement de sources	Unité	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction d'ouvrages de dérivation	Unité	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Construction de bassins de stockage	Unité	<u>2</u>	<u>2</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
Revêtement de séguías	Unité	<b><u>26</u></b>	<b><u>26</u></b>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>

Protection des berges	Unité	<u>600</u>	<u>600</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>0</u>
I- Pistes	-	-	-	-	-	-	-
Etude de pistes	FF	1	1	0	0	0	0
1-Renforcement institutionnel de la DPEFLCD	-	-	-	-	-	-	-
A-Entretien et fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-
Consommables de bureau BPA, tranche 1	FF	1	0	0	0	1	100%
<b>S/C 4: Filière miel</b>							
A/ Elaboration du plan participatif de développement de la filière	FF	1	1	0,1	10%	95%	95%
B/ Renforcement de l'organisation des apiculteurs	-	-	-	-	-	-	-
Formation des membres des coopératives	FF	1	1	1	100%	100%	100%
C/ Renforcement du maillon "production" de la filière	-	-	-	-	-	-	-
1-Acquisition de ruches peuplées, première tranche	Unité	1200	1200	1200	100%	1200	100%
1-Acquisition de ruches peuplées, deuxième tranche	Unité	400	0	400	100%	400	100%
3-Formation des apiculteurs (trices): techniques de production	FF	1	1	1	100%	1	100%
3-Formation des apiculteurs (trices): santé apicole	FF	1	1	1	100%	1	100%
3-Formation des apiculteurs (trices): confection des ruches	FF	1	1	1	100%	1	100%
3-Formation des apiculteurs (trices): valorisation, commercialisation	FF	1	1	1	100%	1	100%
D- Promotion de la valorisation du miel	-	-	-	-	-	-	-
3- Appui pour la labellisation et la commercialisation	FF	1	1	0	0	0	0
E-Formation des ingénieurs et des techniciens	-	-	-	-	-	-	-
F-Investissements physiques pour la création des AGR et des PMER	-	-	-	-	-	-	-
Unités apicoles de 50 ruches	Unité	50	50	0	0	0	0
<b>Composante II : financement rural de proximité et création d'AGR et PMER</b>							
A/ Appui au développement du financement rural de proximité	-	-	-	-	-	-	-
1-Etude sur les besoins en financement des populations-cibles	FF	1	1	0	0	0	0
2-Appui à la SDFA pour le développement de son réseau	FF	1	1	0	0	0	0
3-Appui à une AMC	FF	1	1	0	0	0	0
4-Etude sur l'adaptation des produits du microcrédit	FF	1	1	0	0	0	0
B/ Promotion des AGR et de la PMER	-	-	-	-	-	-	-

1-Etude de diagnostic/potentialités en matière de création d'AGR et de PMER	Etude	1	1	0	0	0	0
2-Formation des animateurs en matière d'accompagnement pour la création d'AGR et de PMER tranche 1	Pers.jour	60	60	0	0	0	0
<b>Composante III : renforcement des capacités locales</b>							
A/ Encadrement et appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des PPDF	-	-	-	-	-	-	-
1-Encadrement et appui	-	-	-	-	-	-	-
Animateurs	Pers.mois	90	20	2	10%	17	28%
Animatrices	Pers.mois	30	10	1,5	15%	15	50%
Techniciens en gestion des petites entreprises	Pers.mois	20	10	1,5	15%	35	117%
Techniciens en génie rural	Pers.mois	40	11	1,5	14%	12	30%
Techniciens en production végétale	Pers.mois	60	18	3	17%	35	58%
Techniciens en production animale	Pers.mois	60	18	0	0%	0	0%
2-Aménagement de locaux	-	-	-	5	5	-	-
Aménagement de bâtiments des CT et S/CT	Unité	1	1	1	1	0,6	100%
<b>Composante coordination et gestion</b>							
B/ Equipements de bureau	-	-	-	-	-	-	-
Consommables de bureau, tranche 2	FF	1	0	0	0	1	100%
C/ Personnel contractuel	-	-	-	-	-	-	-
Directeur-adjoint	Pers.mois	75	11	1,5	14%	27	36%
Spécialiste en financement rural, AGR et PMER	Pers.mois	20	3	0	0%	6,5	33%
Agroéconomiste spécialiste en suivi-évaluation	Pers.mois	50	8	1	13%	17	34%
Sociologue spécialiste en renforcement des capacités et genre	Pers.mois	24	6	0,5	8%	10,5	42%
Ingénieur du génie rural	Pers.mois	25	1	1,5	150%	25	100%
Ingénieur agronome spécialisé en horticulture	Pers.mois	25	5	0,5	10%	15	60%
Ingénieur zootechnicien spécialisé en apiculture	Pers.mois	25	5	0	0%	16	64%
Comptable	Pers.mois	50	11	1,5	14%	27	54%
D/ Activités de suivi-évaluation	-	-	-	-	-	-	-
Enquête de base	FF	1	1	0,25	10%	35%	35%
E/ Centre de documentation	-	-	-	-	-	-	-

Photocopieuse (imprimante multifonction+ imprimante laser)	Unité	1	0	0	0	1	100%
A-personnel entretien et carburant	-	-	-	-	-	-	-
Entretien et fonctionnement de véhicules	FF	1	1	0	0	1	100%

FF : Forfait

**Tableau 5 B : indicateurs SYGRI**

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU									
	Résultats	Unité	Fin de la période DEC 2014			Cumulatif			Total des actuels des années précédentes
			PTBA	Réalisé	% de PTBA	Pré-évaluation	Réalisé	% Préévaluation	
Nombre de bénéficiaires	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	2765	2371	86%	31 200	4219	14%	1848
	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Femme	628	537	86%	16 800	670	4,0%	133
	Ménages ayant bénéficié des services du projet	Nombre	555	485	87%	8 000	815	10%	330
	Groupes ayant bénéficié des services du projet	Nombre	42	49	117%	99	82	83%	33
Composantes									
Nom de la composante									
Développement des filières de production agricole	Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	1935	0	0%	1 809	0	0%	0
	Groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidé	Nombre	21	18	86%	35	35	100%	17
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Homme	147	126	86%	1 745	245	14%	119
	Membres des groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Femme	0	0	0%	5	0	0%	0
	Points d'eau pour le bétail aménagés/remis en état	Nombre	4	3	75%	20	5	25%	2
	Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	0	0	0%		24	0%	0
	Personnes formées en gestion des ressources naturelles	Homme	225	370	164%	105	370	352%	0
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	619	192	31%	900	192	21%	0
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Femme	206	9	4%	100	9	9%	0
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Homme	319	144	45%	875	144	16%	0
	Personnes formées aux méthodes et techniques de production animale	Femme	106	131	124%	375	131	35%	0
	Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	Homme	600	885	148%	22000	2205	10%	1320
	Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	Femme	80	134	168%	13000	250	2%	116
	Groupes de production formés ou renforcés en agricole / élevage	Nombre	14	24	171%	99	35	35%	11
	Membres de groupes formés ou renforcés en cultures / élevage	Homme	530	1347	254%	2 540	1411	56%	64

	Membres de groupes formés ou renforcés en cultures / élevage	femme	105	209	199%	1 310	211	16%	2
	Groupes de production formés ou renforcés en agricole / élevage comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nombre	18	20	111%	20	21	105%	1
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Homme	75	133	177%	600	133	22%	0
	Personnes formées dans les domaines de la post-production, de la transformation et de la commercialisation	Femme	75	63	84%	300	63	21%	0
	Routes construites/ remises en état	Km	0	0	0%	42	0	0%	0
	Groupes de commercialisation formés/consolidés	Nombre	3	3	100%	15	3	20%	0
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Homme	29	15	52%	74	15	20%	0
	Membres des groupes de commercialisation formés/consolidés	Femme	10	6	60%	25	6	24%	0
	Installations de transformation aménagées et/ou remises en état	Nombre	1	0	0%	13	0	0%	0
	Installations de stockage aménagées et/ou remises en état	Nombre	4	0	0%	5	0	0%	0
<b>Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER</b>	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Homme	200	0	0%	350	0	0%	0
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat	Femme	40	0	0%	350	0	0%	0
	Entreprises ayant accès aux services financiers offerts	Nombre	0	0	0%	39	0	0%	0
	Institutions financières participant au projet	Nombre	1	0	0%	2	0	0%	0
	Emprunteurs actifs	Homme	0	0	0%	250	0	0%	0
	Emprunteurs actifs	Femme	0	0	0%	250	0	0%	0
<b>Renforcement des capacités locales</b>	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Homme	21	0	0%	16	0	0%	0
	Représentants du gouvernement et fonctionnaires formés	Femme	6	0	0%	3	0	0%	0

## Appendice 6 : Respect des dispositions de l'accord de financement (831-MA)<sup>16</sup>, état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/date prévue	État d'avancement/date
Section E 1.b)	L'UGP a été mise en place au sein de la DPA, les spécialistes-matière ont été sélectionnés conformément aux dispositions de l'accord de financement	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée
Section E 2	Les dispositions prévues à la section 4.02 a) des conditions générales ne s'appliquent pas à l'accord de financement. Les dépenses spécifiées au parag.2 de l'annexe 2 de l'accord de financement et n'excédant pas un montant total en MAD équivalent à la somme de 1 200 000 USD peuvent être honorées à partir du compte de prêt et du compte de don		Disposition respectée
Annexe 3	Clauses particulières : a), b), c), d), e), f) et g)		Clauses respectées
Section 4.02 b)	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA		Disposition respectée
Section 4.04	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives		Disposition respectée
Section 7.01 b)	L'UGP élabore annuellement un projet de PTBA	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 60 jours avant le début de l'année du projet considéré	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur		Disposition respectée
Section 7.08	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de saines pratiques commerciales		Disposition respectée
Section 7.11	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre	Avant le démarrage du Programme	Disposition respectée : Le directeur, le directeur-adjoint et le personnel clé du projet sont nommés. Toutefois, un avenant sera engagé par la DP pour augmenter la période de mobilisation de certains spécialistes.
Section 8.02	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion des informations, conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets		Disposition respectée : une application et un registre de contrats et de dépenses ont été mis en place
Section 8.03	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA	Chaque semestre et à la fin de chaque exercice	Disposition respectée en ce qui concerne le rapport annuel mais pas pour le rapport d'activité semestriel. Ce rapport doit être transmis avant fin juillet 2015
Section 9.01	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées.		Disposition respectée pour les engagements, les paiements et l'archivage des dossiers,

<sup>16</sup> Y compris les clauses des Conditions générales annexées à l'accord de financement.

Section 9.03	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	30 juin de chaque année	Disposition respectée
Section 11.01	Le financement et les paiements au titre des frais de service du prêt sont exonérés de tout impôt, et les paiements au titre des frais de service du prêt sont faits nets de tout impôt.		Disposition respectée



## **Appendice 7 : Gestion des savoirs: apprentissage et innovations**

Le Programme en est à sa quatrième année de mise en œuvre. Par conséquent les actions d'apprentissage et d'innovation sont multiples. Une sélection des principales innovations du programme et un aperçu sur les actions de formations dispensées aux bénéficiaires au titre du renforcement de leurs capacités par l'apprentissage sont présentée dans ce qui suit.

### **I- Innovations**

#### **1. Innovations en termes de démarche et d'approche:**

- Il s'agit du premier projet ayant introduit une approche de planification participative de développement de filières (PPDF) prenant en compte les trois maillons des chaînes de valeur (production au champ, valorisation et commercialisation) ainsi que les actions transverses qui répondent, d'une part, au développement de ces filières et d'autre part à l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires.
- Une diversité de conventions de partenariat pour la mise en œuvre du projet ont été conclues. Une innovation majeure dans ce domaine réside dans la conclusion d'un partenariat tripartite entre le Programme, un institut de formation technique de la zone et une maison familiale rurale (MFR) pour la constitution et la formation d'équipes-métiers constituées en coopératives de services pour un encadrement de proximité des agriculteurs et la fourniture de prestations techniques dans un environnement caractérisé par une absence de main-d'œuvre qualifiée pour ce faire.
- L'intégration de la femme rurale dans les actions de développement de la zone est également nouvelle dans la zone. Elle s'est concrétisée par : i) la création de coopératives féminines pour la valorisation des produits des filières appuyées par le programme; avec une coopérative englobant des membres d'un niveau d'instruction élevé (universitaire) ; et ii) la participation, pour la première fois, de la femme rurale aux chantiers de plantation (à rémunération égale à celle de la main-d'œuvre masculine).

#### **2. Innovations en matière d'organisation des populations pour la prise en charge du développement des filières:**

Le programme a innové dans ce domaine par la création de groupements d'intérêt économique (GIE) pour le développement de la filière miel, en tant qu'organisations de deuxième niveau des bénéficiaires. Il s'agit là d'une importante avancée en matière d'organisation des populations en vue de prendre en charge le développement de la filière, notamment à l'aval de la production (valorisation, labellisation, commercialisation).

#### **3. Innovations en matière de gestion du Programme:**

- Il s'agit du premier projet dans lequel l'unité de gestion du programme est composée dans sa quasi-totalité de spécialistes-matières couvrant l'ensemble des aspects du programme, recrutés dans un cadre contractuel d'assistance technique. Cette solution a été adoptée pour pallier à l'épineux problème de l'insuffisance des ressources humaines dans les directions provinciales de l'agriculture qui assurent la mise en œuvre des projets. Cette externalisation permet également d'assurer un encadrement de proximité et un accompagnement permanent des agriculteurs et de leurs organisations professionnelles.
- En matière de suivi-évaluation, le programme a mis en place un logiciel de suivi-évaluation performant qui assure le suivi des activités depuis la planification jusqu'à l'étude d'impact. Il permet : i) le suivi des activités selon une approche filière prenant en compte tous les maillons des chaînes de valeur ; ii) la planification sur la base des objectifs et des performances ; et iii) la gestion des risques.

## **II- Apprentissage**

- La réhabilitation des plantations existantes d'olivier, qui consiste à réaliser par le projet différentes opérations culturales (taille, confection de cuvettes, fertilisation et traitements phytosanitaires) dans des périmètres d'olivier, permet un transfert de technologie aux agriculteurs à travers la réalisation de ces opérations dans les vergers des bénéficiaires et en leur présence. Ceci constitue un bon complément aux formations théoriques que les agriculteurs ont reçues en salle. Une adoption de ces techniques par les agriculteurs représenterait le couronnement de l'apprentissage et aboutirait à l'amélioration de leur production en quantité et en qualité

- De nombreuses et diverses sessions de formation ont réalisées pour les membres des coopératives porteuses des projets de création d'unités de valorisation des produits des filières développées par le programme. Ces formations ont été dispensées dans les domaines de l'oléotechnie, de la traçabilité, de la qualité, du marketing, d'accès aux marchés, d'hygiène et de salubrité des aliments et des technologies de production, de la production et de la valorisation du miel. Ces formations constituent un important acquis pour les populations ciblées qui leur permettra de prendre en charge le fonctionnement de ces unités. Il en est de même pour les formations données aux membres des AUEA qui leur permettront de prendre en charge la gestion des périmètres d'irrigation aménagés dans le cadre du programme.

Les deux tableaux ci-après fournissent des données sur l'ensemble des formations dispensées dans le cadre du programme durant l'exercice 2014.

## **III- Gestion des savoirs**

Le projet introduit des innovations majeures et génère des connaissances à tous les niveaux de développement des filières, avec la mise en place d'une assistance technique compétente aux profils diversifiés (à l'amont et à l'aval), la constitution d'équipes-métiers très actives, l'introduction des bonnes pratiques de fabrication et d'hygiène et la labellisation de certains produits du terroir. Ces innovations et connaissances devraient faire l'objet d'une large diffusion non seulement dans la zone du projet, mais également dans les autres zones similaires. Or, peu d'actions sont engagées dans le cadre de la diffusion de ce savoir et de la communication (notamment médiatique) autour de ces acquis. Il est par conséquent recommandé au projet d'élaborer une stratégie de communication ainsi qu'un plan d'action pour la gestion des connaissances et innovations générées par la mise en œuvre du projet, concrétisés par la création d'un site web régulièrement alimenté, la publication d'articles dans la presse et la réalisation de vidéos sur le projet et sur ses success stories.

## FORMATIONS REALISEES EN 2014

### FORMATIONS SUR LE DEVELOPPEMENT DES FILIERES

FILIERES	Thématiques (modules)	Nombre de sessions		Nombre de journées /session	Nombre total de journées de formation	Nombre de participants aux formations		
		Prévues	Réalisées			Hommes	Femmes	Total
OLIVIER	M1 : Gestion administrative et financière des OPA	3	3	2	6	48	3	51
	M2 : Suivi des coopératives (A.G, rapports moraux et financiers)	3	3	2	6	48	3	51
	M3 : Formation des coopératives : oléotechnie - traçabilité - qualité	3	3	2	6	49	6	55
	M4 : Marketing, captage de la valeur ajoutée et accès aux marchés	3	3	2	6	51	3	54
	M5 : Hygiène, santé et salubrité des aliments	3	3	2	6	48	3	51
	M6 : Suivi et accompagnement des coopératives jusqu'à la labellisation	3	3	2	6	42	0	42
	M7 : Formation technique en oléiculture et céréaliculture	3	3	2	6	50	0	50
	M8 : Organisation d'une journée grand public : bienfaits de l'huile d'olive	1	1	1	1	66	24	90
	<b>TOTAL 1</b>	<b>22</b>	<b>22</b>	<b>15</b>	<b>43</b>	<b>402</b>	<b>42</b>	<b>444</b>
Apiculture	M1 : Gestion administrative et financière des OPA	5	5	2	10	110	6	116
	M2 : Techniques de production	5	5	2	10	30	62	92
	M3 : Santé apicole	5	5	2	10	30	64	94
	M4 : Confection de ruches	5	5	2	10	82	9	91
	M5 : Valorisation, commercialisation	5	5	2	10	32	60	92
	<b>TOTAL 2</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>10</b>	<b>50</b>	<b>284</b>	<b>201</b>	<b>485</b>
<b>TOTAL DES FORMATIONS</b>		<b>47</b>	<b>47</b>	<b>25</b>	<b>93</b>	<b>686</b>	<b>243</b>	<b>929</b>

### FORMATION DES AUEA

	Thématiques (modules)	Nombre de sessions		Nombre de journées /session	Nombre total de journées de formation	Nombre de participants aux formations		
		Prévues	Réalisées			Hommes	Femmes	Total
Formation des AUEA	Session de sensibilisation	9	9	1	9	166	80	246
	M1 : Fondements de l'AUEA	1	1	20	20	125	10	135
	M2 : Valorisation de l'eau à la parcelle, gestion et répartition de l'eau	1	1	20	20	127	8	135
	M3 : Gestion et entretien du réseau	1	1	20	20	120	10	130
	M4 : Vie de l'AUEA	1	1	20	20	125	12	132
	M5 : Suivi-évaluation	1	1	20	20	125	10	135
	M6 : Sessions spécialisées (secrétaires et trésoriers des associations)	1	1	2	2	18	0	18
	<b>TOTAL 3</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>103</b>	<b>111</b>	<b>806</b>	<b>130</b>	<b>931</b>

## Appendice 8 : Degré de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision de mai 2014

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Degré de mise en œuvre	Observations
<b>Produits</b>				
<b>I. Composante I «Appui au développement des filières agricoles».</b>				
<b>Sous-composante 1 : &lt; Filière olive &gt;</b>				
1. Finaliser et valider le PPDF olive	Fin juillet 2014	UGP-SMOP	Fait	Reste validation provinciale
2. Organisation de 6 voyages et 2 visites au profit des adhérents des coopératives oléicoles	Décembre 2014	UGP-SMOP	Non réalisés	Pas de crédits. Programmé pour l'exercice 2015
3. Réalisation de 6 études de faisabilité des unités de valorisation	2 <sup>em</sup> trimestre 2015	UGP- SMOP	Fiches élaborées, s en cours	Prévu pour fin 2015
<b>Sous-composante 2 : &lt;Filière amande &gt;</b>				
4. Finaliser et valider le PPDF amande	Fin juillet 2014	UGP-SMOP	Fait	Reste validation provinciale
5. Réaliser l'étude de faisabilité d'extension amandier sur 1309 ha et 400 ha	Décembre 2014	UGP-SMOP	En cours	Prévu pour fin 2015
6. Réaliser les études de faisabilité pour les unités de concassage	2 <sup>eme</sup> semestre 2015	UGP-SMOP	Marché engagé.	En cours de lancement
<b>Sous-composante 3 : &lt;Filière viande rouge ovine et caprine &gt;</b>				
7. Finaliser et valider le PPDF viande rouge	Fin juillet 2014	UGP-SMOP	Fait	Reste validation provinciale
8. Acquérir les documents techniques pour la filière viande rouge	Décembre 2014	UGP-SMOP	Non réalisé par manque de crédits	Prévu juin 2015
9. Appuyer la plantation des 400 ha d'arbustes fourragers	1 <sup>er</sup> trimestre 2015	UGP- SMOP	En cours	Après validation par les bénéficiaires
10. Signer la convention de partenariat avec l'ANOC	Fin juillet 2014	UGP- SMOP	Fait	
11. Construire 2 abris anti -neige	Décembre 2014	UGP-SMOP	En cours de sation	Prévu fin 2015
12. Réaliser 2 centres d'approvisionnement aliment bétail	2015	UGP-SMOP	En cours de ement	Prévu fin 2015
13. Réaliser l'étude de faisabilité du centre d'engraissement	1er trimestre 2015	SMOP- UGP	Non réalisé	Prévu après mise en oeuvre de la cvention ANOC
<b>Sous-composante 4 : &lt;Filière miel&gt;</b>				
14. Finaliser et valider le PPDF miel	Fin juillet 2014	UGP-SMOP	Fait	Reste validation provinciale
15. Programmer les formations relatives à la filière miel	Décembre 2014	UGP-SMOP	Fait	
16. Engager les activités de traitement contre la varroase et la teigne	4 <sup>eme</sup> trimestre 2014	UGP-SMOP	Non réalisé	
17. Acheter l'étude diagnostic des potentialités de création des AGR-MPER	Décembre 2014	UGP-SMOP	En cours	Prévu fin 2015
18. Aménager les locaux des coopératives et GIE	Décembre 2014	UGP-SMOP	Non Réalisé	Prévu fin 2015
19. Recruter le spécialiste en commercialisation et marketing	4 <sup>eme</sup> trimestre 2014	UGP-SMOP	Non Réalisé	Attendent la mise en place des unités
<b>Infrastructures et aménagements hydro-agricoles</b>				
20. Tenir une réunion avec le DPEFLCD et le DRA au niveau régional pour accélérer la signature de la convention	Juin 2014	DRA, DPA, UGP, DPEFLCD	Fait	
21. Prévoir la construction d'un ouvrage de captage au niveau des sources d'eau, des déversoirs et des cloisons de séparation à l'intérieur des abreuvoirs et la protection de tous les ouvrages d'abreuvement contre les eaux de crue	Fin 2014	UGP, entreprises	En cours de réalisation	Marché des travaux en cours d'exécution
22. Prévoir une plateforme étanche autour des ouvrages d'abreuvement pour éviter la stagnation des eaux	Fin 2014	UGP, entreprises	En cours de réalisation	Marché des travaux en cours d'exécution

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Degré de mise en œuvre	Observations
<b>CES</b>				
23. Planifier un atelier technique sur les CES discutant les options de CES adapter au projet, en considérant les conditions techniques et socio-économiques des agriculteurs et des fournisseurs de services locaux	1 <sup>er</sup> trimestre 2015	UGP, SMOP, DPEFLCD	Non encore réalisé	Prévu avant fin 2015
24. Engager avec les agriculteurs des essais simples et clairs qui leur permettent de voir l'effet de la CES sur la rétention de l'eau et l'érosion du sol	Fin 2014	UGP, AT	Fait	Au fur et à mesure de l'avancement des travaux de plantation
<b>II. Composante II «Appui au développement du financement rural de proximité et promotion des AGR et de la PMER »</b>				
25. Lancer les études prévues dans le cadre des deux sous-composantes	Juillet-août 2014	UGP	Fait	
26. Elaborer un projet de convention à soumettre aux structures centrales de la SFDA	Fin juin 2014	UGP	En cours de réalisation	
27. Elaborer une convention avec les associations de microcrédit	Juillet 2014	UGP	Non réalisé	Contacts faits mais pas de réponse des AMC
28. Mobiliser un technicien en gestion des petites entreprises	Juillet 2014	UGP	Fait	
29. Réaliser les formations prévues pour la composante	Nov.-déc.2014	UGP	Non réalisé	Manque de crédits. Prévu en juin 2015
30. Mobiliser un technicien en gestion des petites entreprises	Juillet 2014	UGP	Fait	
31. Etudier la possibilité de cofinancement de projets avec la division des affaires sociales et de l'agence de développement social de la province de Taza	Juillet 2014	UGP	Fait partiellement	Dossiers soumis à l'INDH
<b>III. Composante III «Renforcement des capacités et appui institutionnel»</b>				
32. Engager les formations et les orienter vers les aspects pratiques	Juin 2014	UGP, SMOP, SVA	Fait pour les agriculteurs mais pas pour les cadres	Programme de formation des cadres prévu pour fin 2015
33. Délivrer des attestations aux participants assidus à la formation	Continu	UGP, SVA	Fait	
34. Engager les formations du personnel en matière de ciblage, genre et S/E	Avant juillet 2014	UGP	Non réalisé	Absence de crédits. Marché Prévu Juin 2015
35. Développer un partenariat avec les établissements de formation agricole et proposer des modules de formation et apprentissage pour les jeunes (EM)	Septembre 2014	UGP, SVA	Fait	
36. Activer la signature des conventions d'alphabétisation	Fin juillet 2014	UGP, SVA	Fait	
37. Stimuler l'organisation des femmes en groupements par l'intermédiaire des cours d'alphabétisation fonctionnelle et leur intégration dans des initiatives existantes ou la création d'activités génératrices de revenus.	2014-2015	UGP,SVA	Fait	
38. Prévoir les ressources nécessaires pour rétribuer les superviseurs et moniteurs d'alphabétisation selon les tarifs en vigueur.	2014-2015	UGP, SVA	Fait	
39. Organiser les voyages et visites d'agriculteurs/trices	Avant fin 2014	UGP, SVA	Non réalisés	Manque de crédits. Prévu avant fin 2015
<b>Gestion administrative et financière</b>				
40. Procéder aux conversions d'hommes-mois et mobilisations supplémentaires de profils de l'assistance technique	Juillet 2014	UGP	En cours	Conversion impossible, envisager un avenant au marché
41. Evaluer trimestrielle des performances du personnel de l'AT	Chaque 3 mois	DPA, UGP	Non réalisé	Indicateurs en cours d'élaboration
<b>Ciblage des bénéficiaires</b>				
42. Veiller à ce que les femmes soient représentées dans les organes de décision	2014-2015	UGP	Action entamée	Des OPA ont intégré des femmes dans leurs instances de direction,
43. Dispenser la formation genre et ciblage à tout le personnel chargé de la mise en œuvre du PDFAZMT	Juillet 2014	UGP	Non réalisé	Manque de crédits. Prévu avant fin 2015
<b>Partenariat</b>				
44. Accélérer la signature des conventions de partenariat restantes et y annexer un plan d'action, le chronogramme de réalisation et des indicateurs de suivi	Fin septembre 2014	UGP	Fait partiellement	Indicateurs en cours d'élaboration pour le suivi

Domaine d'action/Mesures convenues	Echéance	Responsables	Degré de mise en œuvre	Observations
45. Tenir deux réunions au niveau régional avec l'ODCO et la DREFLCD pour convenir des modalités de partenariat avec ces deux institutions	Juillet 2014	DRA, DPA, UGP	Concertations engagées à l'occasion du comité de pilotage	Prévu avant la tenue du comité provincial de pilotage fin 2015
46. Conclure une convention de partenariat avec l'ITA de Oued Amlil pour la constitution de coopératives de services (équipes-métiers)	Septembre 2014	DPA, UGP	Non réalisé	Prévu avant fin 2015
<b>Aspects fiduciaires</b>				
47. Accélérer la transmission des DRF au FIDA et assurer le suivi	Continu	DB/MEF	Fait	
48. Adresser à l'UGP les situations des décaissements sur le prêt FIDA	Continu	FIDA	Fait partiellement	Les situations sont envoyées au MEF
49. Mettre à jour la contribution de la contrepartie	Juin 2014	UGP	Engagée	A réaliser en mai 2015
50. Intégrer une base de données dans le S/E et intégrer la contribution des bénéficiaires	Décembre 2014	UGP	En cours de réalisation	

## Appendice 9: Liste des personnes rencontrées

Nom et prénom	Fonction
Mr Abdelali SAMTI	Gouverneur de la province de Taza
Mr Said LAITH	Directeur régional de l'Agriculture – Région Taza-Al Hoceima-Taounate
Mr Abdelhafid GARMAI	Directeur provincial de l'Agriculture de Taza
Mr Khalid LAGHMAM	Directeur-adjoint du PDFAZMT
Mr Mohamed BOUDAZ	Comptable de l'UGP- PDFAZMT
Mr Karim BENJILALI	Chef du SVA, DPA de Taza
Mr Driss ELHAJ	Chef du SMO, DPA de Taza
Mr El Mokhtar BEN AZZA	Technicien au SVA, DPA Taza
Mlle Rachida AOUAM	Technicienne au SVA, DPA Taza
Mr Nacer NEJJARI	Technicien au SMOP, DPA de Taza
Mr Tijani KHAZZAN	Spécialiste horticole de l'UGP
Mr Karim REDOUANE	Sociologue et spécialiste genre et développement de l'UGP
Mr Saad TATE	Agroéconomiste chargé du suivi-évaluation de l'UGP
Mr Boujemaa BOURASS	Zootechnicien de l'UGP
Mr Mohamed BENJELLAL	Ingénieur GR de l'UGP
Mr Abderrahmane TELBAZ	Technicien GR de l'UGP
Mr Hamid BOUHAMIDI	Technicien horticole de l'UGP
Mr Abdelkhalek HAMMIOUI	Technicien horticole de l'UGP
Mlle Amina LEMALAM	Animatrice de l'UGP
Mr Noureddine HAIMOUR	Animateur de l'UGP
Mr Mohamed SAAIDI	Directeur du bureau de l'ONEE, branche eau de Taza
Mr Abdellatif NEJJAR	Directeur de l'agence de la SFDA de Taza
Mr Aziz KANAFI	Directeur provincial des Eaux et Forêt à Taza
Mr Anas OUICOU	Chef du service des infrastructures à la DPE de Taza
Mr Abderrahim AZEROUAL	Représentant de l'ITA d'Oued Amlil
Mr Moha Bicha	Chef de division à la direction du budget
Mr Mohamed Dirabi	Chef de service à la direction du budget
Mr Majoudi Said	Direction financière du MAPM
Mr Abidi Mustapha	Directeur p.i de l'ANOC

## Appendice 10 : Programme de la mission

Jour	Activités
18 mars 2015	Réunion plénière de démarrage de la mission : présentation de l'état d'avancement du programme, discussion et élaboration du programme de visites de terrain
18 mars 2015	Réunions avec les membres de l'UGP et les services de la DPA
19 mars 2015	Sorties sur le terrain : Périmètre de réhabilitation olivier : - Sidi Mghite : présentation du périmètre, état d'avancement, procédures,.... Périmètre d'extension amandier : - Aghil : présentation du périmètre, état d'avancement, procédures,.... Sorties sur le terrain : GIE Oued Amlil : Distribution des ruches, constitution du GIE, filière apicole PMH : Périmètre Kassarate (CR Smiàa), travaux d'aménagement de la petite et moyenne hydraulique, formation des AUEA Coopérative féminine Tawmatine (AGR olives de table)
20 mars 2015	Sorties sur le terrain : - Périmètre Sidi Majber : - Formation des AUEA et fils d'agriculteurs, - Périmètre pilote de reconvention goutte à goutte, - formation des AUEA, formation des fils d'agriculteurs - Points d'eau : Tazarine, - Périmètre extension olivier Tazarine Sorties sur le terrain : Périmètre d'extension olivier: - Ain Gandoul : présentation du périmètre, état d'avancement, procédures,.... Périmètre d'extension amandier : - Issoumar : présentation du périmètre, état d'avancement, procédures,....
23 mars 2015	Réunions avec les partenaires provinciaux : DAS, DPE, SFDA, DPEFLCD, ONEE, ITA Oued Amlil, ONG, ...
23 mars 2015	Réunion avec le Gouverneur de la province de Taza
24 mars 2015	Réunion de synthèse des travaux de la mission
26 et 27 mars 2015	Réunions avec DB (MEF), DF (MAPM) et ANOC
28 et 29 mars 2015	Travail de la mission en interne : PSR, présentation Powerpoint et aide-mémoire
30 mars 2015	Réunion de restitution à l'ADA avec ensemble des partenaires